

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 68

AFFAIRE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY

ARRÊT DU 16 DÉCEMBRE 1936

1936

JUDGMENT OF DECEMBER 16th, 1936

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A./B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 68

THE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY CASE

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1936.
Le 16 décembre.
Rôle général
nos 65 et 66.

ANNÉE JUDICIAIRE 1936

16 décembre 1936.

AFFAIRE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY

Réforme agraire en Yougoslavie. Accords de Paris du 28 avril 1930.

Sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave du 22 juillet 1935. Appel interjeté contre ces sentences devant la Cour permanente de Justice internationale en vertu de l'article X de l'Accord II de Paris ; conditions de recevabilité de cet appel ; sens des expressions « procès visés par l'article premier » de l'Accord II de Paris et « procès à propos de la réforme agraire ».

Divergence sur l'interprétation et application des Accords II et III de Paris ; demande introduite à ce sujet, à titre subsidiaire, sur la base de l'article XVII de l'Accord II et de l'article 22 de l'Accord III. Prétendu refus du Gouvernement yougoslave de payer directement aux ressortissants hongrois touchés par la réforme agraire en Yougoslavie, les indemnités d'expropriation dites « locales ». Régime consacré à l'égard de ces ressortissants par les Accords de Paris.

ARRÊT

Présents : Sir CECIL HURST, Président ; M. GUERRERO, Vice-Président ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, HUDSON, HAMMARSKJÖLD, juges ; MM. DE TOMCSÁNYI et ZORIČIĆ, juges ad hoc.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

JUDICIAL YEAR 1936.

1936.
December 16th.
General List:
Nos. 65 and 66.

December 16th, 1936.

THE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY CASE

Agrarian reform in Yugoslavia. The Paris Agreements of April 28th, 1930.

Judgments rendered by the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal on July 22nd, 1935. Appeal to the Permanent Court of International Justice from these judgments under Article X of Agreement II of Paris; conditions in which such appeal can be entertained; meaning of the expressions "proceedings referred to in Article I" of Agreement II of Paris and "proceedings in regard to the agrarian reform".

Difference as to the interpretation and application of Agreements II and III of Paris; alternative request on this subject presented on the basis of Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III. Alleged refusal of the Yugoslav Government to pay the so-called "local" indemnities for expropriation direct to Hungarian nationals affected by the agrarian reform in Yugoslavia. Régime established by the Paris Agreements with regard to such nationals.

JUDGMENT.

Present: Sir CECIL HURST, President; M. GUERRERO, Vice-President; Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, HUDSON, HAMMARSKJÖLD, Judges; MM. DE TOMCSÁNYI and ZORIČIĆ, Judges ad hoc.

Dans l'instance introduite en recours contre les sentences rendues, le 22 juillet 1935, par le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave dans les affaires nos 749, 750 et 747 (Pajzs, Csáky et Esterházy contre l'État yougoslave),

entre

le Gouvernement royal de Hongrie, représenté par M. L. Gajzago, comme agent,

et

le Gouvernement royal de Yougoslavie, représenté par M. S. Stoykovitch, comme agent,

La Cour,

ainsi composée,

rend l'arrêt suivant :

Par requête introductive d'instance, datée du 1^{er} décembre 1935 et déposée le 6 décembre au Greffe de la Cour, conformément à l'article 40 du Statut et à l'article 35 du Règlement de la Cour (textes alors en vigueur), le Gouvernement royal de Hongrie a introduit devant la Cour une instance concernant les sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave ci-dessus mentionnées. Afin d'établir la compétence de la Cour, le requérant invoque les clauses compromissaires inscrites soit à l'article X de l'Accord II signé à Paris le 28 avril 1930 (qui a trait au règlement des questions relatives aux réformes agraires et aux tribunaux arbitraux mixtes), soit à l'article XVII dudit Accord et à l'article 22 de l'Accord III signé à la même occasion (et qui concerne l'organisation et le fonctionnement d'un Fonds agraire dit « Fonds A »); le requérant invoque aussi « très subsidiairement et par pure précaution » la « disposition facultative de l'article 36 du Statut de la Cour ».

Aux termes de la requête, « l'objet du différend » est, d'une part, les sentences par lesquelles le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave a « rejeté sa compétence » dans les affaires 749, 750 et 747 (Pajzs, Csáky, Esterházy contre l'État yougoslave), d'autre part, « et seulement subsidiairement », « l'attitude que le Royaume de Yougoslavie a considéré bon de prendre » dans le litige qui serait né de ce que la Yougoslavie aurait refusé à tous les ressortissants hongrois, y compris ceux qui ne sont pas admis à toucher du Fonds agraire une indemnité supérieure, le bénéfice du régime national en matière d'indemnité pour expropriation par application de la réforme agraire introduite dans ce pays.

In the case submitted on appeal from the judgments rendered on July 22nd, 1935, by the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal in cases Nos. 749, 750 and 747 (Pajzs, Csáky and Esterházy *versus* the State of Yugoslavia),

between

the Royal Hungarian Government, represented by M. L. Gajzago, as Agent,

and

the Royal Yugoslav Government, represented by M. S. Stoykovitch, as Agent,

The Court,

composed as above,

delivers the following judgment :

By an Application instituting proceedings, dated December 1st, 1935, and filed with the Registry of the Court on December 6th, in accordance with Article 40 of the Statute and Article 35 of the Rules of Court (as then in force), the Royal Hungarian Government has instituted before the Court proceedings relating to the above-mentioned judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal. In order to establish the jurisdiction of the Court, the Applicant relies upon the jurisdictional clauses contained either in Article X of Agreement II, signed at Paris on April 28th, 1930 (which concerns the settlement of questions relating to the agrarian reforms and Mixed Arbitral Tribunals), or in Article XVII of the same Agreement and in Article 22 of Agreement III signed on the same occasion (which concerns the organization and working of an Agrarian Fund known as Fund "A"); the Applicant also adduces, "but only as a second alternative and purely by way of precaution", the "Optional Clause of Article 36 of the Statute of the Court".

According to the Application, "the subject of the dispute" concerns, in the first place, the judgments whereby the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal "declined jurisdiction" in cases Nos. 749, 750 and 747 (Pajzs, Csáky and Esterházy *versus* the State of Yugoslavia) and "in the alternative only", "the attitude which the Kingdom of Yugoslavia has seen fit to adopt" in the dispute which is alleged to have arisen from the fact that Yugoslavia has refused to all Hungarian nationals, including those who do not receive larger compensation from the Agrarian Fund, the benefits of the national régime governing compensation for property expropriated under the agrarian reform introduced in that country.

Après un exposé succinct des faits qui ont donné naissance au recours devant la Cour, la requête désigne « la chose demandée » en signalant que le Gouvernement royal de Hongrie a l'intention de conclure à ce qu'il plaise à la Cour, statuant en vertu de l'article X de l'Accord II, « de bien vouloir réformer lesdites sentences » et de demander, subsidiairement, à la Cour de bien vouloir, statuant en vertu de l'article XVII de l'Accord II et de l'article 22 de l'Accord III, « interpréter et faire appliquer les Accords de Paris... de sorte qu'il soit remédié à l'attitude » susindiquée de la Yougoslavie, ainsi que condamner le Gouvernement de ce pays à « faire participer tous les ressortissants hongrois ayant subi la réforme agraire en Yougoslavie et ne participant pas aux bénéfices du Fonds agraire, également à toutes les autres personnes se trouvant en situations pareilles, sans discrimination, au régime national quant au paiement des indemnités locales pour leurs terres expropriées au cours de sa réforme agraire ».

D'après la requête introductive d'instance devant la Cour, les sentences en question du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave du 22 juillet 1935 ont été notifiées à l'agent du Gouvernement hongrois près ledit tribunal le 7 septembre 1935 ; ceci n'a pas été contesté de la part du Gouvernement yougoslave. Il s'ensuit que le recours devant la Cour a été exercé « dans un délai de trois mois à dater de la notification » faite à l'agent du Gouvernement royal hongrois des sentences attaquées par ce Gouvernement en vertu de l'article X de l'Accord II.

Le 6 décembre 1935, la requête introductive du Gouvernement hongrois fut notifiée au Gouvernement yougoslave par l'entremise du ministre de Yougoslavie aux Pays-Bas. Le 12 décembre 1935, elle fit l'objet des communications, visées aux articles 40 du Statut et 36 du Règlement (textes alors en vigueur), à tous les États admis à ester devant la Cour. En outre, le 11 décembre 1935, le Greffier avertit, conformément aux articles 63 du Statut et 66 du Règlement, les États signataires, avec la Hongrie et la Yougoslavie, du Traité de paix de Trianon du 4 juin 1920 et des Accords II et III de Paris du 28 avril 1930, de l'introduction, par le Gouvernement royal de Hongrie, de l'instance dont il s'agit. Eu égard à ces notifications, les Gouvernements de Roumanie et de Tchécoslovaquie, se prévalant des dispositions de l'article 44 du Règlement (ancien texte, art. 42), ont demandé à obtenir communication des pièces de la procédure écrite en l'affaire. Du consentement des Parties en cause, il a été donné suite à cette demande.

La Cour ne comptant sur le siège aucun juge de la nationalité des Parties, les Gouvernements hongrois et yougoslave se sont prévalus de leur droit, aux termes de l'article 31 du Statut, de nommer chacun un juge.

Par ordonnance du 12 décembre 1935, le Président de la Cour — celle-ci ne siégeant pas — a fixé au 20 janvier 1936 le délai pour

After a brief account of the facts leading up to the submission of the case to the Court, the Application proceeds to state "the claim" by saying that the intention of the Royal Hungarian Government is to pray the Court, on the basis of Article X of Agreement II, "to review the said judgments" and, in the alternative, on the basis of Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III, "to interpret the Agreements of Paris and cause them to be justly applied", thus causing Yugoslavia "to alter the attitude" above mentioned, and to adjudge that the Government of that country shall "allow all Hungarian nationals, who have been affected by the agrarian reform in Yugoslavia and who have no claim upon the Agrarian Fund, to have the benefit, equally with all other persons similarly situated and without discrimination, of national treatment in so far as concerns the payment of local indemnities for property of theirs expropriated in the carrying out of the agrarian reform".

According to the Application instituting proceedings before the Court, the judgments in question rendered by the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal on July 22nd, 1935, were notified to the Agent for the Hungarian Government before that Tribunal on September 7th, 1935; this has not been disputed by the Yugoslav Government. Accordingly, the application has been made to the Court "within three months from the notification" to the Agent of the Royal Hungarian Government of the judgments complained of by that Government under Article X of Agreement II.

On December 6th, 1935, notice of the Hungarian Government's Application was given to the Yugoslav Government through the Yugoslav Minister to the Netherlands. On December 12th, 1935, the communications provided for in Article 40 of the Statute and Article 36 of the Rules (as then in force) were despatched to all States entitled to appear before the Court. Furthermore, on December 11th, 1935, the Registrar, pursuant to Article 63 of the Statute and Article 66 of the Rules, notified the States which, together with Hungary and Yugoslavia, had signed the Treaty of Peace of Trianon of June 4th, 1920, and Agreements II and III of Paris of April 28th, 1930, of the institution of these proceedings by the Royal Hungarian Government. On receipt of these notifications, the Roumanian and Czechoslovak Governments, availing themselves of the terms of Article 44 of the Rules (Art. 42 of the former text), asked for the documents of the written proceedings in the case. With the consent of the Parties concerned, this request was complied with.

As the Court included on the Bench no judge of the nationality of the Parties, the Hungarian and Yugoslav Governments availed themselves of their right under Article 31 of the Statute each to nominate a judge.

By an Order made on December 12th, 1935, the President of the Court, as the Court was not sitting, fixed January 20th, 1936, as

la présentation par le Gouvernement hongrois de son Mémoire dans l'affaire; il a également fixé les délais pour le dépôt des autres pièces de la procédure écrite. Ceux-ci furent prolongés par une ordonnance de la Cour du 22 février 1936, le délai pour la présentation par le Gouvernement yougoslave de son Contre-Mémoire étant, en définitive, fixé au 5 mars 1936.

Dans son Mémoire, présenté dans le délai fixé ainsi qu'il est dit ci-dessus, le Gouvernement hongrois formule comme suit ses conclusions :

« Plaise à la haute Cour :

A) 1° Accepter l'appel ;

2° Dire et juger, comme de droit, à la suite de l'appel accepté, de préférence, réformer les trois sentences en question, en déclarant le Tribunal arbitral mixte compétent pour juger des requêtes des ressortissants hongrois, en motivant amplement son arrêt et obligeant le Tribunal arbitral mixte de se conformer à ses considérants ;

B) Subsidiairement ou Cumulativement, selon jugement de la haute Cour :

1° Dire et juger, en général, quelle serait la juste interprétation et la juste application des Accords II et III de Paris, et remédier entièrement à l'attitude du Royaume de Yougoslavie qui, en ce moment, refuse — soit par sa législation intérieure, ayant trouvé expression à l'article 11, alinéa 3, de sa loi du 26 juin 1931, soit par l'interprétation erronée de cette disposition législative par ses autorités administratives, à quoi il dit, pourtant, avoir procédé par l'autorisation et en conformité des Accords II et III de Paris — à tous les ressortissants hongrois, par un tout nouveau traitement, différentiel et inattendu, imprévu dans les Accords II et III de Paris, la reconnaissance de son obligation de payer les sommes leur dues, par application à eux du traitement national de ses lois intérieures pour des terres leur expropriées au cours de sa réforme agraire, au lieu de procéder ainsi exclusivement dans les cas de ressortissants hongrois ayant présenté des réclamations pour les mêmes terres devant le Tribunal arbitral mixte, et ayant été reconnus avec leurs réclamations par des sentences du Tribunal arbitral mixte, aux termes des Accords II et III de Paris, contre le Fonds agraire ;

2° Condamner, spécialement, le Royaume de Yougoslavie :

a) à tenir son attitude et ses procédés dans tous les cas en stricte conformité à telle juste interprétation et application

the time-limit for the filing by the Hungarian Government of its Memorial in the case; he also fixed the time-limits for the filing of the other documents of the written proceedings. The latter were extended by an Order made by the Court on February 22nd, 1936, March 5th, 1936, being ultimately fixed as the time-limit for the filing by the Yugoslav Government of its Counter-Memorial.

In its Memorial, which was duly filed by the date fixed as indicated above, the Hungarian Government formulated its submissions as follows:

“May it please the Court:

(A) 1. To admit the appeal;

2. To adjudge and declare, as a matter of law, after admitting the appeal, preferably by way of reviewing the three judgments in question, that the Mixed Arbitral Tribunal has jurisdiction to adjudicate upon the claims of the Hungarian nationals, stating fully the reasons on which the judgment is based and requiring the Mixed Arbitral Tribunal to conform to such statement of reasons;

(B) Alternatively or cumulatively, as the Court may see fit:

1. To adjudge and declare, generally, how Agreements II and III of Paris are to be interpreted and applied, and to redress the situation created by the Yugoslav Government's attitude, since that Government, either under its domestic legislation as portrayed in Article 11, paragraph 3, of its law of June 26th, 1931, or under an erroneous interpretation of that legislation by the administrative authorities—though alleged by it to be authorized by and in conformity with Agreements II and III of Paris—at present refuses to recognize in respect of all Hungarian nationals its obligation to pay the sums due to them in accordance with the national treatment applicable to them under its domestic legislation in respect of their lands expropriated in the course of its agrarian reform—extending to them an entirely new and unforeseen treatment discriminatory in character and not provided for in Agreements II and III of Paris—instead of only proceeding in this way in the case of Hungarian nationals who submitted claims in respect of the same lands before the Mixed Arbitral Tribunal and who have had their claims recognized by judgments of the Mixed Arbitral Tribunal against the Agrarian Fund, as laid down in Agreements II and III of Paris;

2. To order the Kingdom of Yugoslavia, in particular:

(a) in its attitude and proceedings, strictly to conform in all circumstances to the interpretation and application

- des Accords II et III de Paris et aux droits qu'ils présupposent ;
- b) à réparer les dommages et rembourser les frais et débours causés à des ressortissants hongrois par son attitude et ses procédés actuels, injustifiés par lesdits Accords II et III de Paris.
- C) Dire et juger que le Royaume de Yougoslavie est obligé d'indemniser aussi le Gouvernement du Royaume de Hongrie de tous les frais et débours par celui-ci encourus en vue de remédier à la situation de ses ressortissants, dont le Royaume de Yougoslavie était, malgré avertissement, la cause, y compris les frais et débours de la présente affaire devant la haute Cour. »

Dans le délai prévu pour le dépôt du Contre-Mémoire, le Gouvernement yougoslave présenta une pièce intitulée « Contre-Mémoire du Gouvernement yougoslave contenant l'Acte introductif de l'exception, [acte] présenté à la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire de l'appel du Gouvernement hongrois contre les trois sentences nos 747, 749 et 750 du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave ». Cette pièce oppose, en premier lieu et « avant l'entrée dans le fond », certaines exceptions aux conclusions du Mémoire hongrois ; en second lieu, et « afin d'éviter tout nouvel ajournement de la procédure dans le cas où la Cour sera[it] d'avis qu'elle peut entrer dans l'examen du fond même de l'affaire », elle soumet à la Cour un « exposé général » visant le fond. Le Contre-Mémoire aboutit aux conclusions suivantes :

« Plaise à la Cour :

1. Dire et juger, avant tout examen de fond, que l'appel du Gouvernement royal de Hongrie contre les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave est irrecevable et contraire à l'article X de l'Accord II de Paris ;
2. Dire et juger, avant tout examen de fond, que la demande du Gouvernement hongrois pour obtenir l'interprétation générale des Accords II et III de Paris par la Cour est irrecevable, par suite de l'inaccomplissement des conditions essentielles posées par l'article XVII de l'Accord II et l'article 22 de l'Accord III ;
3. Subsidiairement, dire et juger que l'appel du Gouvernement hongrois en vertu de l'article X de l'Accord II est mal fondé et confirmer les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave ;

- of Agreements II and III so laid down as correct, and to respect the rights of which the existence was assumed by those Agreements;
- (b) to make good the damage and refund the costs and expenses occasioned to Hungarian nationals by its present attitude and proceedings which are unwarranted by Agreements II and III of Paris.
- (C) To adjudge and declare that the Kingdom of Yugoslavia is also under an obligation to indemnify the Government of the Kingdom of Hungary for all costs and expenses incurred by the latter in obtaining redress for its nationals for the situation in which the Kingdom of Yugoslavia placed them, in spite of warning, including the cost and expenses of the present proceedings before the Court."

By the date fixed for the filing of the Counter-Memorial, the Yugoslav Government presented a document entitled "Counter-Memorial of the Yugoslav Government embodying the submission of a preliminary objection lodged with the Permanent Court of International Justice in the case of the appeal of the Hungarian Government against the three judgments Nos. 747, 749 and 750 of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal". This document, in the first place, and "before entering upon the merits", lodges certain objections to the submissions of the Hungarian Memorial; in the second place, "with the object of avoiding any fresh adjournment of the proceedings in case the Court should consider that it is able to examine the merits", this document presents to the Court a "general statement" on the merits. The Counter-Memorial makes the following submissions:

"May it please the Court:

1. To adjudge and declare, before entering upon the merits, that the appeal of the Royal Hungarian Government against the three judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal cannot be entertained and is contrary to Article X of Agreement II of Paris;
2. To adjudge and declare, before entering upon the merits, that the request of the Royal Hungarian Government for a general interpretation by the Court of Agreements II and III of Paris cannot be entertained because the essential conditions laid down by Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III have not been fulfilled;
3. Alternatively, to adjudge and declare that the Hungarian Government's appeal, under Article X of Agreement II, is ill-founded, and to confirm the three judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal;

4. Subsidiatement, dire et juger que les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave sont conformes à la juste interprétation des Accords de Paris ;

5. Condamner le Gouvernement royal de Hongrie à rembourser au Gouvernement royal de Yougoslavie tous les frais et dépens encourus dans le procès actuel.»

Saisie de cette pièce, la Cour a rendu, le 10 mars 1936, une ordonnance par laquelle, considérant qu'il y avait lieu « de regarder ledit Contre-Mémoire comme introduisant une exception préliminaire » au sens de l'article 38 du Règlement (texte alors en vigueur), et que, du fait de la présentation de cette exception préliminaire, « la procédure sur le fond était suspendue », elle fixa au 3 avril la date d'expiration du délai dans lequel le Gouvernement hongrois pouvait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur l'exception ; dans les considérants de l'ordonnance, elle déclara, en outre, qu'elle regardait la pièce présentée par le Gouvernement yougoslave dans le délai fixé pour le dépôt du Contre-Mémoire, comme constituant « déjà un Contre-Mémoire sur le fond ».

La procédure écrite au sujet des exceptions yougoslaves fut terminée par le dépôt, dans le délai fixé, de cet exposé, qui concluait à ce qu'il plaise à la Cour de rejeter les exceptions, se déclarer compétente et ordonner la poursuite de la procédure sur le fond.

A la suite de débats oraux tenus les 29 et 30 avril et les 1^{er}, 4, 5 et 6 mai 1936, la Cour rendit, le 23 mai 1936¹, une ordonnance dans laquelle, invoquant l'article 62, alinéa 5, du Règlement actuellement en vigueur, elle a « joint les exceptions opposées par le Gouvernement yougoslave au fond de l'instance introduite par la requête du Gouvernement hongrois enregistrée au Greffe le 6 décembre 1935 pour être statué par un seul et même arrêt sur lesdites exceptions [les exceptions formulées dans le Contre-Mémoire yougoslave] et, éventuellement, sur le fond ». A la même occasion, la Cour fixa de nouveaux délais, expirant les 3 juillet et 14 août 1936, pour la présentation des Réplique et Duplique sur le fond.

Dans son ordonnancé du 23 mai 1936, et eu égard au fait que, pour établir la compétence de la Cour, le Gouvernement hongrois avait invoqué « très subsidiairement » la disposition facultative de l'article 36 du Statut, la Cour rappelle ce qui suit :

Si la Hongrie a renouvelé, le 30 mai 1934, pour une période de cinq ans à dater du 13 août 1934, la déclaration d'acceptation qu'elle avait apposée à cette disposition, la Yougoslavie n'y avait apposé, le 16 mai 1930, qu'une déclaration d'acceptation valable

¹ *Publications de la Cour*, Série A/B., fasc. n° 66.

4. Alternatively, to adjudge and declare that the three judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal are consistent with a correct interpretation of the Paris Agreements ;

5. To order the Royal Government of Hungary to repay to the Royal Government of Yugoslavia the costs and expenses incurred in the present proceedings."

On receipt of this document, the Court, on March 10th, 1936, made an Order in which, after declaring that "this Counter-Memorial is to be regarded as lodging a preliminary objection" within the meaning of Article 38 of the Rules (as then in force) and that, as a result of the filing of this preliminary objection, "the proceedings on the merits are suspended", it fixed April 3rd as the date of expiry of the time-limit within which the Hungarian Government might present a written statement of its observations and submissions in regard to the objection; the Court also declared in the recitals of the Order that it regarded the document filed by the Yugoslav Government within the time-limit fixed for the presentation of the Counter-Memorial as constituting "a Counter-Memorial on the merits".

The written proceedings in regard to the Yugoslav objections were completed by the filing by the specified date of the statement mentioned above. This statement prayed the Court to overrule the objections, to declare that it had jurisdiction and to order the continuance of the proceedings on the merits.

After hearings held on April 29th and 30th and May 1st, 4th, 5th and 6th, 1936, the Court, on May 23rd, 1936¹, made an Order whereby, adducing Article 62, paragraph 5, of the Rules now in force, it joined "the objections lodged by the Yugoslav Government to the merits in the proceedings instituted by the Application of the Hungarian Government filed with the Registry on December 6th, 1935", and stated that it would "adjudicate upon these objections [those presented in the Yugoslav Counter-Memorial] and, if need be, upon the merits in one and the same judgment". On the same occasion the Court fixed fresh time-limits expiring on July 3rd and August 14th, 1936, for the presentation of the Reply and Rejoinder on the merits.

In its Order of May 23rd, 1936, and with reference to the fact that the Hungarian Government in order to establish the jurisdiction of the Court relied "as a second alternative" upon the Optional Clause of Article 36 of the Court's Statute, the Court recalled the following circumstances :

While Hungary, on May 30th, 1934, had renewed her acceptance of this Clause for a period of five years as from August 13th, 1934, Yugoslavia, on May 16th, 1930, had only accepted the Clause for a period of five years as from November 24th, 1930 ; and, as this

¹ *Publications of the Court*, Series A./B., Fasc. No. 66.

pour une période de cinq ans à dater du 24 novembre 1930 ; or, cette déclaration n'ayant pas été renouvelée, la Yougoslavie avait cessé d'être liée par la disposition facultative le 6 décembre 1935, date de la présentation de la requête du Gouvernement hongrois ; la Cour a d'ailleurs constaté que les Parties étaient d'accord sur ce point.

Les dernières pièces de la procédure écrite sur le fond furent présentées dans les délais prévus. La Réplique hongroise « résume et précise » ainsi qu'il suit les conclusions du requérant :

« Plaise à la haute Cour :

- I. Rejeter les exceptions préliminaires de l'État défendeur ;
Se déclarer compétente ;
- II. A) 1. Accepter l'appel en vertu de l'article X de l'Accord II ;
2. Dire et juger, comme de droit, alternativement, que :

a) — (à savoir si les sentences attaquées sont considérées des sentences de compétence), — le Tribunal arbitral mixte est compétent et les requêtes des requérants hongrois recevables par lui afin d'être jugées conformément à l'article 250 du Traité de Trianon, à l'applicabilité duquel en l'espèce, ni à raison d'incompétence ni à raison de forclusion, aucune disposition des Accords de Paris ne s'oppose : ni les dispositions concrètes de ces Accords ni toute leur raison d'être, se laissant dégager des circonstances de leur naissance et de la manière de leur rédaction, ne réglant que ce en quoi l'application des règles de droit déjà précédemment en vigueur doit subir quelque modification ; et ce n'est qu'au cas de certaines réclamations d'une autre nature que celles dont il s'agit ; les dispositions des Accords laissent sous tous les autres rapports, par leur silence même, le droit positif préexistant intact ; spécialement ne s'opposent en l'espèce à l'applicabilité de l'article 250 du Traité de Trianon : les articles I, VII, XIII (ni même l'art. XVI et tout ce qui s'y rattache, tel qu'il a été déjà interprété et appliqué par le Tribunal arbitral mixte dans des procès précédents, dits de la première série, par des sentences inappellables et ayant acquis force de la chose jugée), ni le Préambule de l'Accord II ; ce dernier démontre même expressément, pour tout fait non réglé dans les Accords, comme en l'espèce, le maintien du droit préexistant, sauf leurs libres interprétations, réservées de part et d'autre ; à l'applicabilité de l'article 250 ne s'oppose pas non plus l'article 10 de l'Accord III ;

acceptance had not been renewed, Yugoslavia had ceased to be bound by the Optional Clause on December 6th, 1935, the date on which the Application of the Hungarian Government had been filed; the Court also observed that the Parties were in agreement on this point.

The last documents of the written proceedings on the merits were duly filed within the prescribed time-limits. The Hungarian Reply "recapitulates and defines" the Applicant's submissions as follows:

"May it please the Court:

- I. To overrule the preliminary objection of the respondent State;
To declare that it has jurisdiction;
- II. (A) 1. To admit the appeal under Article X of Agreement II;
2. To adjudge and declare, as a matter of law, alternatively:

(a) (if the judgments complained of are held to be decisions as to jurisdiction) that the Mixed Arbitral Tribunal has jurisdiction and that it can entertain the claims of the Hungarian applicants and adjudicate upon them in accordance with Article 250 of the Treaty of Trianon, there being nothing in the Agreements of Paris rendering that Article inapplicable in this case on the ground either of lack of jurisdiction or of limitation, since there is nothing either in the actual provisions of these Agreements or in their general purpose, as indicated by their origin and the manner in which they are framed, to show that the Agreements do more than lay down in what respects the rules previously in force are to be modified; and this only applies in respect of certain claims of a different kind from those concerned in this case. The very silence of the Agreements proves that in all other respects they leave the pre-existing law intact; in particular, there is nothing to prevent the application of Article 250 of the Treaty of Trianon in this case in any of the following: Articles I, VII, XIII (or even Article XVI and all that goes with it, as already construed and applied by the Mixed Arbitral Tribunal in previous cases, viz.: those of the so-called first series, in judgments from which there is no appeal and which have acquired the force of *res judicata*) or the Preamble of Agreement II; this Preamble even expressly says that as regards any questions not settled in the Agreements, as in the present case, the pre-existing law is maintained in force, subject to the right of free interpretation reserved on either side; nor is there anything in Article 10 of Agreement III to prevent the application of Article 250;

b) — (à savoir si les sentences sont considérées des sentences de fond) — la Cour juge elle-même en appel de la totalité des questions, soit préliminaires, comme ci-dessus, soit de fond ; de préférence, elle réforme, dans ce cas, les sentences attaquées en appel, selon tout droit positif pertinent, coutumier ou conventionnel, en appliquant elle-même, en l'espèce, spécialement l'article 250 du Traité de Trianon et les dispositions des Accords II et III, en disant que l'interruption et le refus, aux requérants, du régime national quant à la délivrance des indemnités locales à allouer à tous propriétaires, après application des mesures proprement agraires à leurs biens, selon le droit interne, soit sous forme de fermages ou intérêts soit sous forme de capitaux au comptant ou en obligations, ne sont pas conformes à ces dispositions, quoiqu'exercés prétendument, en application des dispositions, ou tout au moins en interprétation, adoptée par les autorités yougoslaves, des dispositions de l'article II, alinéa 3, ou peut-être aussi alinéa 4, de la loi yougoslave du 19 juin 1931, concernant la liquidation de la réforme agraire ; car les requérants actuels n'appartiennent pas au groupe des requérants hongrois d'un autre type de procès et effectivement admis contre le Fonds agraire en vue d'indemnités même supérieures aux indemnités nationales qu'obtiennent ces derniers aussi, par le Fonds, englobées dans leurs indemnités supérieures ; ce refus priverait ainsi les requérants actuels, sans aucune action ou omission de leur part et sans aucune autre raison, de toute indemnité quelconque pour leurs biens enlevés, ce qui n'est prévu dans aucune disposition des Accords II et III, ne pouvant, pourtant, se produire en droit, à moins de disposition expresse à cet effet ; ce refus constitue un traitement discriminatoire à leur égard en face de tous les autres intéressés, même de tous les autres ressortissants hongrois, — ce qui serait incompréhensible, ces autres étant, par les Accords, reconnus légitimés à des indemnités même bien supérieures aux indemnités nationales, — de même qu'en face de tous les ressortissants yougoslaves ; ce refus se réalise par la rétention de numéraires et d'autres valeurs dus à ces ressortissants hongrois et se présente ainsi comme une mesure de « disposition » défendue, en elle-même, par l'article 250 du Traité de Trianon, et encore à double titre, étant, en l'espèce, en même temps, comme ci-dessus relevé, une mesure discriminatoire à l'égard des ressortissants yougoslaves ; or, la violation de l'article 250 du Traité de Trianon implique aussi la

(b) (if the judgments are held to be judgments on the merits) that it is for the Court itself to decide on appeal all the questions, whether those of a preliminary character indicated above or those on the merits; preferably, it will do this by way of revising the judgments appealed from, in conformity with the relevant customary or treaty law, applying in particular Article 250 of the Treaty of Trianon and the provisions of Agreements II and III, and will declare that, as regards the claimants, the suspension or refusal of national treatment, as regards the payment—either in the form of rent or interest, or of a lump sum in cash or of bonds—of the local indemnities due to all landowners to whose property genuine measures of agrarian reform have been applied under the terms of the local law, are inconsistent with these provisions, notwithstanding the fact that this action is alleged to have been taken in application of, or at all events to be based upon the construction placed by the Yugoslav authorities upon, the provisions of Article 11, paragraph 3, and perhaps also paragraph 4, of the Yugoslav law of June 19th, 1931, for winding up the agrarian reform; for the present claimants do not belong to the group of Hungarian claimants of another category whose claims have been admitted against the Agrarian Fund for indemnities larger than the local indemnities—which the latter category of claimants would also obtain comprised in the larger indemnity paid by the Fund; thus this refusal to apply the national régime would deprive the present claimants—without any act or omission on their part or any other reason—of any indemnity in respect of the property taken from them, a state of affairs which is not contemplated by any provision of Agreements II and III and which cannot be lawful in the absence of express provisions to that effect; the refusal amounts to discrimination against them as compared with all other owners, even other Hungarian nationals—a state of affairs which is incomprehensible because these latter are, under the Agreements, acknowledged to be entitled to indemnities considerably larger than the local indemnities—as well as Yugoslav nationals; the refusal amounts to the retention of money or other assets due to these Hungarian nationals and thus constitutes a measure of ‘disposal’ in itself forbidden by Article 250 of the Treaty of Trianon and doubly so since it also constitutes, as observed above, a measure of discrimination against them as compared with Yugoslav nationals;

compétence du Tribunal arbitral mixte, pleinement dévolue en appel à la Cour ; quant au fond, l'article 250 exige toutes les restitutions ; la Yougoslavie y est tenue.

B) Subsidiairement ou Parallèlement, selon jugement de la haute Cour :

Dire et juger par voie d'interprétation et d'application des Accords II et III, en vertu de l'article XVII de l'Accord II et de l'article 22 de l'Accord III, que : l'attitude de la Yougoslavie n'est pas conforme aux dispositions des Accords II et III, comme ci-dessus sous A) détaillées ; cette attitude est manifestée soit par des dispositions législatives, prises à l'article II, alinéa 3, et peut-être aussi alinéa 4, de la loi du 19 juin 1931, concernant la liquidation de la réforme agraire, soit par leur interprétation adoptée et suivie en pratique par les autorités yougoslaves ; car il en résultent l'interruption, pour le passé, et le refus, pour l'avenir, du régime national, aux ressortissants hongrois, même à ceux qui n'ont jamais eu l'intention de demander plus que le régime national ou qui ne furent pas admis comme requérants contre le Fonds agraire ; le régime national en question a trait à la délivrance des indemnités locales à allouer à tous les propriétaires, après application des mesures proprement agraires, à leurs biens, soit sous forme de fermages ou intérêts soit sous forme de capitaux au comptant ou en obligations, selon le droit interne ; tel traitement priverait ces ressortissants hongrois, sans aucune action ou omission de leur part, pouvant influer sur la délivrance de leurs indemnités locales, et sans aucune autre raison, de toute indemnité quelconque pour leurs biens enlevés ; tel résultat n'est prévu dans aucune des dispositions des Accords II et III, comme ci-dessus invoquées ; ce résultat ne pourrait, pourtant, se produire, à moins de dispositions expresses à cet effet ; il constitue même un traitement discriminatoire à l'égard de ces ressortissants hongrois en face de tous les autres intéressés, même en face de tous les autres ressortissants hongrois ; cette situation est incompréhensible, vu que les autres ressortissants hongrois sont, par les Accords eux-mêmes, reconnus légitimés à des indemnités même bien supérieures aux indemnités nationales ; elle constitue un traitement discriminatoire aussi en face de tous les ressortissants yougoslaves ; cette dernière discrimination est, pourtant, clairement défendue par le droit international général, et aussi par le Traité de Trianon ;

it is also a violation of Article 250 of the Treaty of Trianon bringing into play the jurisdiction of the Mixed Arbitral Tribunal which on appeal passes to the Court; as regards the merits, Article 250 requires full restitution; Yugoslavia is bound to comply.

- (B) In the alternative, or concurrently, as the Court may see fit:

To adjudge and declare, by means of the interpretation and application of Agreements II and III, under Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III, that: the attitude of Yugoslavia is inconsistent with the provisions of Agreements II and III as specified above under A; this attitude has manifested itself either through the adoption of the legislative measures in Article II, paragraph 3, and perhaps also paragraph 4, of the law of June 19th, 1931, for winding up the agrarian reform, or through the interpretation of these measures adopted and applied in practice by the Yugoslav authorities; for these measures, or their interpretation, have resulted in the suspension as regards the past and the refusal as regards the future of national treatment in the case of Hungarian nationals—even those who have never had any intention of claiming more than national treatment or whose claims against the Agrarian Fund have been rejected; this national treatment consists in the payment of the local indemnities due to all landowners, in respect of property to which genuinely agrarian measures have been applied, either in the form of rent or interest or in the form of a lump sum in cash or bonds, in accordance with the national law; such treatment would deprive these Hungarian nationals, without any act or omission on their part calculated to affect the payment of their local indemnities and without any other reason whatsoever, of any indemnity at all in respect of the property taken from them; such a state of affairs is not contemplated in any of the provisions of Agreements II and III cited above, and cannot be justified in the absence of express provisions to that effect; it amounts to discriminatory treatment against these Hungarian nationals as compared with all other owners, even all other Hungarian nationals; this state of affairs is incomprehensible, seeing that other Hungarian nationals are, under the Agreements themselves, acknowledged to be entitled to indemnities much larger than the national indemnities; it also amounts to discriminatory treatment as compared with all Yugoslav

le Traité de Trianon défend même tout ce qui pourrait se qualifier sans discrimination comme « rétention » ou « disposition » de biens hongrois en territoires détachés ; or, droit international général et Traité de Trianon, tous deux, ont formé précisément l'arrière-plan du règlement spécial des Accords II et III de Paris ; leur violation ne saurait donc être la conséquence de la juste application de ces Accords, les dérogations étant expresses ; le semblant d'exécution des Accords, là où il ne s'agit pas de leur exécution véritable, ne saurait donc servir de prétexte à la violation soit du droit international général, soit du Traité de Trianon ; la situation ci-dessus décrite est contraire, selon ce qui précède, au droit, d'autant plus qu'elle est maintenue en Yougoslavie, en alléguant l'exécution des Accords de Paris ; dans ces circonstances, le Royaume de Yougoslavie est obligé de remédier à cette situation en toutes ses conséquences et d'assurer sur ce point la juste et stricte application des Accords, dans leurs propres limites, à l'égard de tous les ressortissants hongrois, intéressés sous ce rapport, soit les mêmes que les requérants en première instance des trois cas d'espèce, dont aussi sous A), soit aussi d'autres, connus ou non à présent.

- C) Dire et juger que le Royaume de Yougoslavie est obligé d'indemniser le Gouvernement du Royaume de Hongrie de tous les frais et débours encourus par lui et ses ressortissants en vue de remédier à la situation dans laquelle ils ont été mis par les attitudes contraires au droit du Royaume de Yougoslavie, y compris les frais et débours de la présente affaire devant la haute Cour.»

D'autre part, dans sa Duplique, le Gouvernement royal de Yougoslavie formule les conclusions suivantes :

« Plaise à la Cour :

1) Statuant en tant que juridiction d'appel en vertu de l'article 10 de l'Accord II, de rejeter toutes les conclusions du Gouvernement hongrois et de confirmer les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, attaquées devant elle ;

Subsidiairement, dans le cas où la Cour serait d'avis que les trois sentences sont mal fondées, de renvoyer l'affaire devant le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, afin que celui-ci

nationals; this latter form of discrimination is however definitely forbidden by general international law and by the Treaty of Trianon; this Treaty also forbids any measure which, though not discriminatory, can be described as a measure of 'retention' or 'disposal' of Hungarian property in territories detached from Hungary; and the special rules laid down in Agreements II and III of Paris ultimately rest on general international law and the Treaty of Trianon, so that a breach of the latter cannot ensue if the former are properly applied; the authorized deviations from the normal law being explicitly indicated; accordingly, the mere pretence of executing the Agreements, though they are not in fact being carried out, cannot serve to excuse a breach either of general international law or of the Treaty of Trianon; the state of affairs described above is, as has been indicated, contrary to law, more especially since it is alleged in Yugoslavia that it constitutes the carrying out of the Paris Agreements; in these circumstances, Yugoslavia is bound to remedy this situation and all its consequences and to ensure that the Agreements are strictly and fairly applied in this respect within their proper limits as regards all Hungarian nationals concerned, whether the actual claimants in the three cases in issue who are also referred to under submission A, or others known or unknown at present.

- (C) To adjudge and declare that the Kingdom of Yugoslavia is under an obligation to indemnify the Government of the Kingdom of Hungary for all costs and expenses incurred by the latter and its nationals in obtaining redress for the situation in which they have been placed by the illegal action of the Kingdom of Yugoslavia, including the cost and expenses of the present proceedings before the Court."

On the other hand, the Royal Yugoslav Government in its Rejoinder made the following submissions:

"May it please the Court:

1. Adjudicating as a Court of appeal in virtue of Article X of Agreement II, to reject all the submissions of the Hungarian Government and to confirm the three judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal, which are complained of before the Court;

Alternatively, in case the Court should consider that the three judgments are ill-founded, to refer the case back to the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal, in order that the

puisse statuer sur toutes les questions, qui ont été soulevées devant lui, mais qu'il n'a pas encore jugé, par les sentences attaquées devant la Cour.

2) Statuant en vertu de l'article XVII de l'Accord II, et de l'article 22 de l'Accord III de Paris, de déclarer que les procès des trois ressortissants hongrois sont compris dans le règlement forfaitaire des Accords de Paris, et que les trois ressortissants hongrois ne pouvaient pas intenter des procès contre la Yougoslavie sur la base de l'article 250 du Traité de Trianon, mais qu'ils doivent être admis à faire valoir leurs réclamations, pour les terres expropriées par la réforme agraire yougoslave, contre le Fonds agraire. »

Au cours des audiences publiques tenues les 26, 27, 28, 29, 30 et 31 octobre, ainsi que les 2, 3, 5, 6, 7, 9, 10, 11 et 13 novembre 1936, la Cour a entendu :

pour la Hongrie : M. Gajzago, agent du Gouvernement royal de Hongrie ;

et pour la Yougoslavie, M. Stoykovitch, agent du Gouvernement royal de Yougoslavie.

Les deux agents qui avaient, dans leurs plaidoiries, modifié ou complété les conclusions formulées par eux lors de la procédure écrite, ont déposé, à l'issue de la procédure orale, les conclusions définitives de leurs Gouvernements respectifs.

Les conclusions du Gouvernement hongrois, en date du 13 novembre 1936, sont ainsi conçues :

« Plaise à la haute Cour :

- I. Rejeter les exceptions préliminaires de l'État défendeur ;
Se déclarer compétente ;
- II. A) 1) Accepter l'appel en vertu de l'article X de l'Accord II ;
2) De préférence, réformer les sentences attaquées, en jugeant que le Tribunal arbitral mixte a été compétent, rien dans les Accords II ou III de Paris ne s'opposant à sa compétence. En appliquant elle-même l'article 250 du Traité de Trianon, condamner l'État défendeur, conformément à la demande des requérants en première instance, à traiter ceux-ci à pied d'égalité avec les ressortissants yougoslaves quant à la délivrance à leurs mains des valeurs (numéraires ou obligations), formant les indemnités locales, dites définitives, leur dues pour leurs terres frappées par la réforme agraire selon une loi interne égalitaire, leur faire délivrer ces indemnités locales, ce qui leur est refusé en ce moment sans raison valable, pouvant être tirée des Accords II et III de Paris, rétention de valeurs (et non pas de terres), et de quoi seul ils se plaignent en l'espèce, et rétention par traitement différentiel.

latter may adjudicate on all the questions which were raised before it, but upon which it has not yet passed judgment in the judgments impugned before the Court.

2. Adjudicating in virtue of Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III of Paris, to declare that the claims of the three Hungarian nationals are covered by the settlement on a lump-sum basis in the Paris Agreements and that the three Hungarian nationals may not institute proceedings against Yugoslavia based on Article 250 of the Treaty of Trianon but that they must be allowed to lodge their claims in respect of the lands expropriated by the Yugoslav agrarian reform against the Agrarian Fund."

In the course of public sittings held on October 26th, 27th, 28th, 29th, 30th and 31st, and November 2nd, 3rd, 5th, 6th, 7th, 9th, 10th, 11th and 13th, 1936, the Court heard:

M. Gajzago, Agent for the Royal Hungarian Government, on behalf of Hungary;

and M. Stoykovitch, Agent for the Royal Yugoslav Government, on behalf of Yugoslavia.

The two Agents, who had in the course of their oral arguments amended or supplemented the submissions presented by them in the written proceedings, filed at the conclusion of the oral proceedings the final submissions of their respective Governments.

The submissions of the Hungarian Government, dated November 13th, 1936, are as follows:

"May it please the Court:

- I. To overrule the preliminary objections of the respondent State;
To declare that it has jurisdiction;
- II. (A) 1. To admit the appeal under Article X of Agreement II;
2. Preferably, to review the judgments complained of and to adjudge that the Mixed Arbitral Tribunal was competent, there being nothing in Agreements II and III of Paris inconsistent with its jurisdiction. Applying Article 250 of the Treaty of Trianon, to order the respondent State, in accordance with the claim lodged by the applicants before the court of first instance: to treat the latter on a footing of equality with Yugoslav nationals as regards the delivery to them of the valuable consideration (in cash or bonds) constituting the so-called definitive local indemnities due to them in respect of lands of theirs to which the agrarian reform has been applied under a non-discriminatory domestic law; to cause these local indemnities, which at the moment are refused to them for no valid reason deducible from Agreements II and III of Paris, to be paid to them—this refusal amounting to a

B) Subsidiairement :

Dire et juger par voie d'interprétation et d'application des Accords II et III, en vertu de l'article XVII de l'Accord II et de l'article 22 de l'Accord III, que l'attitude de la Yougoslavie ci-dessus décrite n'est pas conforme aux dispositions des Accords II et III, attitude manifestée à l'égard de tous les ressortissants hongrois, même ceux qui n'ont jamais eu l'intention de demander autre chose que le régime national, ou bien ceux qui, ayant essayé d'obtenir davantage du Fonds agraire, entre temps construit, ne furent pas admis contre celui-ci par le Tribunal arbitral mixte, comme les ressortissants des trois cas ci-dessus ; cette attitude de la Yougoslavie est d'autant plus contraire à l'application des Accords II et III de Paris qu'elle a été introduite et maintenue en Yougoslavie exclusivement en alléguant précisément l'exécution des Accords de Paris, ce qui est erroné. Assurer *sur ce point* la juste et stricte application des Accords.

III. En outre, plaise à la haute Cour :

1) Prendre acte de l'abandon, par le Gouvernement hongrois dans le procès actuel et sous toutes réserves, de l'invocation de la disposition facultative de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale comme troisième compromis, vu que son acceptation par la Yougoslavie a expiré pendant la rédaction de la requête, peu de jours avant son dépôt, et n'a pas été renouvelée jusqu'à présent.

2) Rejeter les conclusions formulées par l'État défendeur dans sa duplique orale sous n° 5, comme impliquant une attaque contre les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, dites de première série, rendues dans des affaires agraires, il y a plus de trois ans, inappellables et non attaquées par le Gouvernement hongrois, et qui auraient dû être attaquées, s'il l'a désiré, par l'État yougoslave en son temps par voie d'interprétation et d'application des Accords, et, formellement, au plus tard par voie reconventionnelle aux termes de l'article 63 du Règlement de la Cour dans le Contre-Mémoire, pour pouvoir être jugées

retention of assets (not land), and being their only ground of complaint in the present case and one which constitutes discriminatory treatment against them.

(B) Alternatively :

To adjudge and declare by means of the interpretation and application of Agreements II and III, under Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III, that the attitude of Yugoslavia, described above, is inconsistent with the provisions of Agreements II and III; this attitude has been adopted towards all Hungarian nationals, even towards those who have never had any intention of claiming more than national treatment and those who had sought to obtain more from the Agrarian Fund which had been constituted in the meantime but whose claims against that Fund had been rejected by the Mixed Arbitral Tribunal, in the same way as those of the claimants in the three cases referred to above; the inconsistency of Yugoslavia's attitude with Agreements II and III of Paris is all the more remarkable because this policy has been adopted and maintained in Yugoslavia on the ground that it actually constitutes the carrying out of the Paris Agreements, which is contrary to the fact. The Court is asked to ensure that the Agreements are strictly and fairly applied *in regard to this point*.

III. May it further please the Court :

1. To take note that the Hungarian Government, while making full reservations, no longer relies in the present case on the third of the clauses adduced by it as conferring jurisdiction on the Court, namely the Optional Clause of Article 36 of the Court's Statute, in view of the fact that Yugoslavia's acceptance of that Clause expired while the Application was in process of drafting, a few days before it was filed, and has so far not been renewed.

2. To reject the last portion of the submissions formulated by the respondent State in its oral rejoinder, under No. 5, as constituting an impeachment of those judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal—the so-called first series of judgments—rendered in agrarian actions more than three years ago, awards from which there is no appeal and which have not been complained of by the Hungarian Government; these judgments should have been complained of in due time by the Yugoslav Government—had it wished to do so—by way of a request for the interpretation and application of

sur la demande de l'État défendeur dans le présent procès, pourvu qu'il y ait eu possibilité, dans les cas concrets et après trois ans, d'essayer de les attaquer par tel emploi exceptionnel de la voie d'interprétation et d'application des Accords en vertu du seul article XVII de l'Accord II sur un point, avant trois ans inappellablement décidé par le Tribunal arbitral mixte et si délicat que l'observation, par une très grande masse d'intéressés, d'un court délai de six mois, expirant il y a trois ans.

3) Rejeter toutes conclusions de l'État défendeur, formulées dans sa duplique orale sous les nos 1 à 3 et 4 à 6, comme mal fondées.

- IV. Condamner le Royaume de Yougoslavie à rembourser au Royaume de Hongrie tous les frais et débours encourus par lui dans le procès actuel. »

D'autre part, les conclusions définitives du Gouvernement yougoslave, en date également du 13 novembre 1936, sont libellées ainsi qu'il suit :

« Plaise à la Cour

- A. 1. Dire et juger avant tout examen de fond, que l'appel du Gouvernement royal de Hongrie contre les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave est irrecevable, et contraire à l'article 10 de l'Accord II de Paris.
2. Dire et juger avant tout examen de fond, que la demande du Gouvernement hongrois pour obtenir l'interprétation générale des Accords II et III de Paris par la Cour est irrecevable, par suite de l'inaccomplissement des conditions essentielles posées par l'article 17 de l'Accord II et l'article 22 de l'Accord III.
3. Écartier du procès actuel toutes les questions concernant l'interprétation des réserves formulées par les trois Gouvernements de Yougoslavie, Roumanie et Tchécoslovaquie dans le préambule de l'Accord II de Paris.

B. Subsidiairement :

4. Statuant en tant que juridiction d'appel, en vertu de l'article 10 de l'Accord II, de rejeter toutes les conclusions du Gouvernement hongrois, et de confirmer les trois sentences

the Agreements, and, as regards the form, this should have been done at latest in the Counter-Memorial by way of a counter-claim under Article 63 of the Rules of Court, so as to enable them to be adjudicated upon at the instance of the Respondent in the present proceedings, always assuming that it would have been possible, in these actual cases, and after the lapse of three years, to impeach them by such an exceptional recourse to the method of interpretation and application of the Agreements, solely under Article XVII of Agreement II, in regard to a point decided finally and without appeal by the Mixed Arbitral Tribunal three years previously—a point as delicate as the question of the observance by a very large number of owners of a short time-limit of six months, which expired three years ago.

3. To reject as ill-founded all the submissions of the respondent State, presented in its oral rejoinder under Nos. 1 to 3 and 4 to 6.

- IV. To order that the Kingdom of Yugoslavia shall refund to the Kingdom of Hungary all costs and expenses incurred by it in the present proceedings."

On the other hand, the final submissions of the Yugoslav Government, also dated November 13th, 1936, are as follows :

"May it please the Court

- A. 1. To adjudge and declare, before entering upon the merits, that the appeal of the Royal Hungarian Government against the three judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal cannot be entertained and is contrary to Article X of Agreement II of Paris.
2. To adjudge and declare before entering upon the merits that the request of the Hungarian Government for a general interpretation by the Court of Agreements II and III of Paris cannot be entertained because the essential conditions laid down by Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III have not been fulfilled.
3. To exclude from the present proceedings all questions concerning the interpretation of the reservations made by the three Governments of Yugoslavia, Roumania and Czechoslovakia in the Preamble of Agreement II of Paris.
- B. In the alternative :
4. Adjudicating as a Court of appeal in virtue of Article X of Agreement II, to reject all the submissions of the Hungarian Government and to confirm the three judgments of

du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave attaquées devant elle ;

plus subsidiairement : dans le cas où la Cour serait d'avis que les trois sentences sont mal fondées, de renvoyer l'affaire devant le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, afin que celui-ci puisse statuer sur toutes les questions qui ont été soulevées devant lui, mais qu'il n'a pas encore jugées, par les sentences attaquées devant la Cour.

5. Statuant en vertu de l'article 17 de l'Accord II et de l'article 22 de l'Accord III de Paris, de déclarer que les procès des trois ressortissants hongrois sont compris dans le règlement forfaitaire des Accords de Paris et que les trois ressortissants hongrois ne pouvaient pas intenter des procès contre la Yougoslavie sur la base de l'article 250 du Traité de Trianon, mais qu'ils doivent être admis à faire valoir leurs réclamations pour les terres expropriées par la réforme agraire yougoslave contre le Fonds agraire.

C. 6. Condamner le Gouvernement royal de Hongrie à rembourser au Gouvernement royal de Yougoslavie tous les frais et dépens encourus dans le procès actuel. »

C'est donc sur ces conclusions que la Cour est, en définitive, appelée à statuer.

En annexe à la requête et aux pièces de la procédure écrite, soit sur les exceptions soulevées par le Gouvernement yougoslave soit sur le fond, de nombreuses pièces ont été déposées au nom de chacune des Parties¹.

De même, au cours de la procédure orale sur les exceptions et sur le fond, les Parties ont présenté l'une et l'autre, soit à la demande de la Cour, soit avec le consentement de la Partie adverse, des documents nouveaux¹.

A cet égard, la Cour a été appelée, à deux reprises et dans les circonstances suivantes, à prendre des décisions conformément à l'article 52 du Statut et à l'article 48 du Règlement.

1. Lors de la procédure orale sur les exceptions préliminaires, l'agent du Gouvernement hongrois, sur invitation de la Cour, avait présenté la requête introduisant devant le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave un des trois procès qui avaient abouti aux sentences objet de la présente instance. Au cours de la procédure sur le fond, il a fait état de la requête introduisant un autre de ces trois procès, en manifestant l'intention d'en déposer le texte. L'agent du Gouvernement yougoslave a déclaré donner son assentiment à ce dépôt, toutefois sous une condition qui, ultérieurement, ne s'est pas trouvée remplie. La Cour a décidé d'admettre le dépôt, eu égard à

¹ Voir bordereau à l'annexe.

the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal which are complained of before the Court ;

alternatively, in case the Court should consider that the three judgments are ill-founded, to refer the case back to the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal in order that the latter may adjudicate on all the questions which were raised before it, but upon which it has not yet adjudicated in the judgments complained of before the Court.

5. Adjudicating in virtue of Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III of Paris, to declare that the claims of the three Hungarian nationals are covered by the settlement on a lump-sum basis in the Paris Agreements, and that the three Hungarian nationals may not institute proceedings against Yugoslavia, based on Article 250 of the Treaty of Trianon, but that they must be allowed to lodge their claims, in respect of the lands expropriated by the Yugoslav agrarian reform, against the Agrarian Fund.

C. 6. To order that the Royal Government of Hungary shall refund to the Royal Government of Yugoslavia the costs and expenses incurred in the present proceedings.”

Accordingly, it is upon these submissions that the Court has finally to adjudicate.

Numerous documents have been produced on behalf of each Party, as annexes to the Application and to the documents of the written proceedings, either in regard to the preliminary objections of the Yugoslav Government or on the merits¹.

Similarly, in the course of the oral proceedings on the objections and on the merits, each of the Parties has produced new documents¹, either at the request of the Court, or with the consent of the other Party.

In this connection, the Court has twice been called upon in the following circumstances to take decisions under Article 52 of the Statute and Article 48 of the Rules.

1. In the course of the oral proceedings in regard to the preliminary objections, the Agent for the Hungarian Government, at the invitation of the Court, produced the application submitting to the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal one of the three cases which culminated in the judgments forming the subject of the present proceedings. In the course of the oral proceedings on the merits, he referred to the application submitting another of these three cases and indicated his intention to produce the text. The Agent for the Yugoslav Government consented to the production of this document, but subject to a condition which was subsequently

¹ See list in Annex.

l'intérêt qu'il y avait pour elle à posséder les pièces au vu desquelles avaient été rendues les sentences objet de l'instance devant elle.

2. Lors de sa première plaidoirie orale sur le fond, comme d'ailleurs dans la procédure orale sur les exceptions, l'agent du Gouvernement yougoslave a fait état du procès-verbal d'une séance de la Commission de gestion du Fonds agraire visé par les Accords de Paris du 28 avril 1930 ; à ce propos, il a prié la Cour de demander à qui de droit copie certifiée de ce document, dont lui-même ne possédait qu'un texte non officiel. La Cour n'ayant pas donné suite à cette suggestion et l'agent yougoslave ayant de nouveau invoqué le texte dont il s'agit dans sa duplique orale, l'agent hongrois a déclaré qu'il ne donnait pas son assentiment à l'utilisation de ce document, qui n'avait pas été produit préalablement. La Cour a décidé de ne pas admettre la pièce en question.

*

L'origine de l'affaire soumise à la Cour est la suivante :

Dès avant l'organisation définitive, à l'issue de la guerre 1914-1918, du nouvel État serbe-croate-slovène, une réforme agraire fut envisagée dans ce pays. C'est ainsi que des « dispositions transitoires ayant force de loi et préparatoires de la réforme agraire » furent promulguées le 25 février 1919. Aux termes de ce texte législatif, édicté par une ordonnance du Conseil des Ministres, qui fut ratifiée par le Parlement en 1922, « tous les grands domaines sur le territoire du Royaume serbe-croate-slovène sont sujet à expropriation », les superficies expropriées devant être « employées pour la distribution des terres à ces nationaux, qui s'occupent d'agriculture et lesquels ne possèdent pas de terres, ou bien ne les ont pas en quantité suffisante »¹. L'ordonnance donnait une définition provisoire des grands domaines et posait le principe selon lequel « le grand propriétaire serait indemnisé pour la terre expropriée ».

Une série d'autres actes législatifs concernant la réforme agraire suivirent, parmi lesquels il y a lieu de signaler le décret du 27 juillet 1919 (ratifié le 20 mai 1922) sur l'inaliénabilité et l'insaisissabilité des grands domaines fonciers, ainsi que le décret du 3 septembre 1920 (devenu la loi du 20 mai 1922) sur la location des grands domaines fonciers en baux quadriennaux.

¹ Traduction fournie par le Gouvernement yougoslave. Le Gouvernement hongrois a présenté le texte suivant : « Tous les grands domaines se trouvant sur le territoire de l'État serbe-croate-slovène sont soumis à l'expropriation. Ne recevront de ces terres que des ressortissants serbes-croates-slovènes, agriculteurs de profession, ne possédant pas de terre ou n'en possédant qu'une quantité insuffisante. »

proved not to have been fulfilled. The Court decided to allow the document to be produced in view of the desirability of having in its possession the documents which had been before the tribunal which had rendered the judgments forming the subject of the proceedings before the Court.

2. In the course of his first oral argument on the merits, as also in the oral proceedings in regard to the objections, the Agent for the Yugoslav Government referred to the minutes of a meeting of the Managing Commission of the Agrarian Fund provided for by the Paris Agreements of April 28th, 1930; in this connection he requested the Court to ask the proper authority for a certified copy of this document of which he himself only had an unofficial text. The Court did not comply with this suggestion and, when the Yugoslav Agent once more invoked the text in question in his oral rejoinder, the Hungarian Agent stated that he could not consent to use being made of this document which had not already been produced. The Court decided not to admit the document in question.

*

The origin of the case submitted to the Court is as follows:

Even before the final organization of the new Serb-Croat-Slovene State after the War of 1914-1918 an agrarian reform had been contemplated in that country. Thus "transitory measures having the force of law in preparation for the agrarian reform" were issued on February 25th, 1919. Under this legislative measure, promulgated by an ordinance of the Council of Ministers which was ratified by Parliament in 1922, "all large estates in the territory of the Serb-Croat-Slovene Kingdom are subject to expropriation", the areas expropriated to be "used for the purpose of distributing land to those nationals who are engaged in agriculture but do not possess land or do not possess a sufficient quantity of it"¹. The ordinance gave a provisional definition of large estates and laid down as a principle that "the large landowners would be compensated for the land expropriated".

A series of other legislative measures in regard to agrarian reform followed, among which should be mentioned the decree of July 27th, 1919 (ratified on May 20th, 1922) regarding the inalienability and exemption from seizure of large landed estates and the decree of September 3rd, 1920 (which became the law of May 20th, 1922), concerning letting of large landed

¹ The foregoing is rendered from the French translation supplied by the Yugoslav Government. The Hungarian Government submitted a French translation which may be rendered as follows in English: "All large estates in the territory of the Serb-Croat-Slovene State are subject to expropriation. These lands will only be given to Serb-Croat-Slovene nationals, whose occupation is agriculture and who either possess no land or do not possess sufficient land."

Par le premier de ces décrets était défendue, sauf autorisation spéciale, « l'aliénation des propriétés terriennes » appartenant à la catégorie des « grands domaines » tels que cette notion était définie par la loi elle-même ; était également interdit l'établissement « des charges » sur les propriétés terriennes dont il s'agit. Par le second décret, le Gouvernement était autorisé à « assumer, jusqu'à l'exécution définitive du partage des grands domaines, l'administration » des superficies frappées par la réforme agraire et à « les donner provisoirement en location », pour une période de quatre ans, à certaines catégories de personnes ou de groupements. La période de location était susceptible de prolongation tant que les superficies en question ne seraient pas devenues la propriété des locataires¹. Ceux-ci devaient payer la plus grande partie du loyer directement aux propriétaires à titre de rente ou d'indemnité.

La première période de bail forcé devait s'étendre du 1^{er} octobre 1920 au 30 septembre 1924. Le 18 juillet 1924, le ministre de la Réforme agraire prit, sur la base des dispositions législatives précitées, un arrêté aux termes duquel « tous les baux provisoires » étaient « prolongés jusqu'à la création de la loi relative à l'expropriation des grandes propriétés et à leur colonisation »².

Les mesures prises, conformément à la législation de réforme agraire ainsi brièvement analysée, à l'égard des grandes propriétés se trouvant sur territoire yougoslave et appartenant à des ressortissants hongrois, donnèrent lieu à un certain nombre de procès introduits par ces ressortissants devant le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave en invoquant l'article 250 du Traité de Trianon. Une situation analogue s'était produite par rapport aux autres pays de la Petite-Entente et devant les tribunaux arbitraux mixtes hungaro-roumain et hungaro-tchécoslovaque. Les trois tribunaux arbitraux mixtes s'étaient, par une série de décisions rendues dans des affaires types, reconnus compétents pour connaître du fond des réclamations dont ils avaient été saisis. Ces litiges avaient revêtu une acuité particulière en ce qui concerne les propriétaires restés hongrois par suite de leur option pour la nationalité hongroise.

Les divergences de vues à ce sujet entre la Hongrie, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, avaient été portées devant le Conseil de la Société des Nations. Elles n'avaient pas encore reçu une solution lorsque les difficultés dont il s'agit furent évoquées devant les Conférences qui avaient été convoquées à La Haye en août 1929 et en janvier 1930 en vue du règlement des questions concernant les dettes de réparations de guerre.

¹ Les citations ci-dessus suivent les traductions produites par le Gouvernement yougoslave. Les traductions présentées par le Gouvernement hongrois sont légèrement différentes.

² Traduction fournie par le Gouvernement hongrois.

estates on four-year leases. The first of these decrees prohibited, save by special permission, "the alienation of landed property" belonging to the category of "large estates" as defined by the law itself; the mortgaging of such landed property was also forbidden by this decree. The second decree authorized the Government "to take over, pending the final apportionment of large estates, the administration" of the areas affected by the agrarian reform and "provisionally to lease them" for a period of four years to certain categories of persons or associations. The leases might be extended so long as the areas in question had not become the property of the lessees¹. The latter were to pay the greater part of the rent direct to the owners by way of annuity or indemnity.

The first period of compulsory leasing was to extend from October 1st, 1920, to September 30th, 1924. On July 18th, 1924, the Minister for Agrarian Reform, on the basis of the legislative measures above mentioned, issued a decree to the effect that "all provisional leases" were "extended until the enactment of the law for the expropriation and settlement of the large estates"².

The measures taken, under the agrarian reform legislation briefly analyzed above, in respect of large estates situated in Yugoslav territory but belonging to Hungarian nationals gave rise to a number of actions brought by these nationals before the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal under Article 250 of the Treaty of Trianon. The same thing had occurred with regard to the other countries of the Little Entente, before the Hungaro-Roumanian and Hungaro-Czechoslovak Mixed Arbitral Tribunals. The three Mixed Arbitral Tribunals, by a series of decisions rendered in typical cases, held that they had jurisdiction to adjudicate upon the merits of the claims which had been submitted to them. These disputes had become particularly acute in the case of landowners who had remained Hungarian by opting for Hungarian nationality.

The differences of opinion on this subject between Hungary and Roumania had been submitted to the Council of the League of Nations; but no settlement had yet been reached when the difficulties were brought up at the Conferences convened to meet at The Hague in August 1929 and January 1930, for the settlement of questions concerning liabilities for war reparations. A series of proposals, known as the

¹ The above quotations are rendered from French translations supplied by the Yugoslav Government. The translations supplied by the Hungarian Government are slightly different.

² Rendered from the French translation supplied by the Hungarian Government.

Une série de propositions, connues sous le nom de « plan Young », avaient été élaborées pour résoudre les difficultés inhérentes à la question des réparations de guerre, réparations allemandes et autres, mais l'entrée en vigueur de ce plan n'était pas possible, en présence des difficultés ci-dessus rappelées, sans l'adhésion des États intéressés, c'est-à-dire non seulement de la Hongrie, mais aussi de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie.

Ces adhésions furent acquises en principe, lors de la deuxième Conférence de La Haye, grâce à des concessions mutuelles des États directement intéressés et à l'aide financière consentie par la Belgique, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon et le Portugal. Cette conférence aboutit à l'adoption, le 20 janvier 1930, d'un « Protocole relatif aux obligations hongroises telles qu'elles découlent du Traité de Trianon » ; à ce protocole étaient annexés des textes établissant et précisant « les bases des accords qui constituent d'ores et déjà un engagement des Gouvernements signataires ». Le protocole stipulait que des textes définitifs devaient être rédigés « sur ces bases » par un Comité qui devait comprendre un représentant de chacune des Puissances signataires et qui devait siéger à Paris.

La Conférence qui se réunit dans ces circonstances à Paris sous la présidence de M. Loucheur aboutit, le 28 avril 1930, à l'adoption de quatre Accords, « relatifs aux obligations résultant du Traité de Trianon », et précédés d'un préambule général aux termes duquel, notamment, les textes anglais et français des Accords font « également foi », les Accords devant, par ailleurs, être « considérés comme liés indivisiblement et ratifiés comme tels ». Ils sont entrés en vigueur le 9 avril 1931 et furent enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations le 20 août 1931 conformément à l'article 18 du Pacte¹. Les Gouvernements des États de la Petite-Entente ont signé l'ensemble des Accords, mais la Hongrie, qui, tout en étant un des signataires du préambule général, n'était pas intéressée dans l'Accord IV, n'a pas fait apposer la signature de ses représentants à ce quatrième des Accords conclus à Paris.

Les dispositions de ces Accords seront, dans la mesure nécessaire, examinées plus loin dans le présent arrêt. Pour les fins de l'origine de l'affaire, il suffit de dire ce qui suit : aux termes de l'article premier de l'Accord II, « il a été convenu que la Yougoslavie promulguerait avant le 20 juillet 1931 la loi définitive » sur la réforme agraire dans ce pays. Selon l'article XVI du même Accord, « après la promulgation de la loi définitive, les Gouvernements de la Hongrie et de la Yougoslavie se mettront d'accord pour établir à partir

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. 121, n° 2785.

“Young Plan”, had been prepared for settling the difficulties inherent in the question of war reparations—German and other—but the existence of the difficulties above mentioned rendered the entry into operation of this plan impossible, without the adherence of the States concerned, i.e., not Hungary alone but also Roumania, Czechoslovakia and Yugoslavia.

The adherence of these countries was secured in principle at the second Conference at The Hague, thanks to mutual concessions made by the States directly concerned and to financial assistance granted by Belgium, the British Empire, France, Italy, Japan and Portugal. This Conference resulted in the adoption on January 20th, 1930, of an “Agreement relating to Hungarian obligations under the Treaty of Trianon”; to this Agreement were annexed texts laying down and defining “the bases of the agreements which now and henceforth constitute an undertaking on the part of the signatory Governments”. The Agreement provided that the final texts were to be drawn up “on these bases” by a Committee which was to include a representative of each signatory Power and was to meet in Paris.

The Conference which met in these circumstances in Paris, under the chairmanship of M. Loucheur, resulted in the adoption, on April 28th, 1930, of four Agreements “relating to the obligations resulting from the Treaty of Trianon”. These Agreements were preceded by a General Preamble according to which, *inter alia*, the French and English texts were to be equally authentic and the Agreements were to be “considered as inseparably connected and ratified accordingly”. They came into effect on April 9th, 1931, and were registered by the Secretariat of the League of Nations on August 20th, 1931, in accordance with Article 18 of the Covenant¹. The Governments of the States of the Little Entente signed all the Agreements, but Hungary, though a signatory of the General Preamble, was not interested in Agreement IV, did not cause her representatives to sign the fourth of the Agreements concluded at Paris.

The provisions of these Agreements will so far as may be necessary be examined later in this judgment. For the purposes of this account of the origin of the case it will suffice to say the following: under Article I of Agreement II, it was “agreed that Yugoslavia” should “promulgate the definitive law [of agrarian reform in that country] before 20th July 1931”. Under Article XVI of the same Agreement, “after the promulgation of the definitive law, the Governments of Hungary and Yugoslavia will reach an agreement in order to determine from

¹ *League of Nations, Treaty Series*, Vol. 121, No. 2785.

de quel acte prévu par cette loi le délai de forclusion (six mois) commencera à courir ». Jusqu'à la promulgation de la loi yougoslave, les délais impartis pour présenter des requêtes étaient ceux des règlements de procédure du tribunal. Enfin, par l'article X de l'Accord II, les États de la Petite-Entente et la Hongrie reconnaissent, dans certaines circonstances, à la Cour permanente de Justice internationale « compétence comme instance d'appel », tandis qu'aux termes des articles XVII de l'Accord II et 22 de l'Accord III, tout État intéressé aura, en cas de divergence sur l'interprétation et l'application desdits Accords et sous certaines réserves, le droit de s'adresser par voie de requête à la Cour.

Les Accords de Paris furent promulgués sous forme de loi interne en Yougoslavie le 27 mai 1930. La « loi définitive », dite « loi sur la liquidation de la réforme agraire sur les grandes propriétés », porte la date du 19 juin 1931 et fut promulguée le 26 du même mois.

Selon l'agent du Gouvernement yougoslave, la définition donnée par cette dernière loi « de l'étendue des terres tombant sous le coup de la réforme agraire » est identique à celle qui se trouve dans la loi du 20 mai 1922 sur la « location des grands domaines fonciers en baux quadriennaux ». Par ailleurs, il y a lieu de reproduire les alinéas 3 et 4 de l'article 11 de la loi définitive¹ :

« 3. En ce qui concerne l'expropriation des grands propriétaires ressortissants hongrois, pour lesquels sont valables les prescriptions de la loi sur l'application des Accords, respectivement des engagements découlant du Traité de Trianon, etc., entre la Hongrie et les Puissances victorieuses, du 27 mai 1930, il sera procédé de telle manière que, conformément aux prescriptions de la loi mentionnée plus haut, on expropriera de suite, dans des buts de réforme agraire, toute la propriété qui sera passée à l'État et enregistrée. On rendra ensuite aux propriétaires, en les inscrivant à leur nom sur les registres fonciers et en leur en laissant libre jouissance, les maximums prescrits par les prescriptions de la présente loi.

4. Comme les indemnités pour l'expropriation de ces propriétés sont payées par l'État au Fonds A, les intéressés agraires, auxquels ces terres expropriées sont cédées, paieront à l'État les sommes qu'ils devraient d'ailleurs payer, conformément à la présente loi, à titre de rachat. »

L'accord entre les Gouvernements hongrois et yougoslave prévu, ainsi que cela est dit ci-dessus, par l'article XVI de l'Accord II de Paris, fut promulgué, le 15 décembre 1931, dans les deux pays intéressés.

¹ Traduction fournie par le Gouvernement hongrois.

what act laid down in the said law the period of limitation (six months) shall begin to run". Until the promulgation of the Yugoslav law the time-limits allowed for the filing of applications were those fixed by the rules of procedure of the Tribunal. Lastly, under Article X of Agreement II, the States of the Little Entente and Hungary recognize in certain circumstances "a right of appeal" to the Permanent Court of International Justice, while, under Articles XVII of Agreement II and 22 of Agreement III, any State interested is entitled, in the event of a difference as to the interpretation or application of these Agreements and subject to certain conditions, to address itself to the Court by written application.

The Paris Agreements were promulgated as a Yugoslav law on May 27th, 1930. The "definitive law", known as the "law concerning the completion of the agrarian reform in respect of large estates", is dated June 19th, 1931, and was promulgated on the 26th of that month.

According to the Agent for the Yugoslav Government, "the amount of land affected by the agrarian reform", as defined by that "law", is the same as that defined by the law of May 20th, 1922, concerning "the letting of large landed estates on four-year leases". In addition, paragraphs 3 and 4 of Article II of the definitive law should be reproduced here¹:

"3. With regard to the expropriation of large landowners of Hungarian nationality, to whom apply the provisions of the law of May 27th, 1930, concerning the application of the Agreements, particularly of the obligations resulting from the Treaty of Trianon, etc., between Hungary and the victorious Powers, the following action will be taken: in accordance with the provisions of the above-mentioned law, the whole of the estate will be expropriated forthwith for the purposes of the agrarian reform and will be transferred to the State and registered. Then the maximum areas prescribed by the provisions of the present law will be restored in full and entire possession to the owners, and their names will be entered in the land registers.

4. The indemnities for the expropriation of these estates being paid by the State into Fund A, the agriculturists to whom these expropriated lands have been ceded will pay to the State the sums which they would otherwise pay, under the present law, as purchase money."

The agreement between the Hungarian and Yugoslav Governments which, as stated above, was provided for by Article XVI of Agreement II of Paris, was promulgated on December 15th, 1931, in the two countries concerned.

¹ Rendered from the French translation supplied by the Hungarian Government.

Parmi les ressortissants hongrois propriétaires en Yougoslavie frappés par les mesures de réforme agraire avant la promulgation de la « loi définitive », se trouvaient les requérants (Pajzs, Csáky, Esterházy) dans les trois procès devant le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave qui ont abouti aux sentences objet de la présente instance.

Un nombre limité de ressortissants hongrois, propriétaires en Yougoslavie et expropriés en vertu de la réforme agraire, n'avaient intenté aucun procès en demande d'indemnité d'expropriation contre personne. A la suite de la promulgation de la loi définitive yougoslave, le 26 juin 1931, laquelle renvoyait au Fonds agraire les propriétaires hongrois expropriés, les propriétaires ci-dessus visés n'auraient donc touché aucune indemnité.

Les trois requérants (Pajzs, Csáky, Esterházy) intentèrent, les 21, 22 et 28 décembre 1931, devant le Tribunal arbitral mixte, des procès contre le Fonds agraire créé par les Accords de Paris, en demandant au tribunal de condamner le Fonds à leur verser une indemnité, dont le montant était spécifié, pour les terres qui leur avaient été « prises », « enlevées » ou « expropriées » ; ils formulaient aussi certaines demandes secondaires.

Les décisions d'expropriation visées par l'article 11 de la « loi définitive » et relatives aux propriétés dont il s'agit ne furent prises qu'en mai et en juin 1932 ; elles furent notifiées aux intéressés en décembre de la même année. Selon le libellé de ces décisions, « l'indemnité de dédommagement doit être payée par le Royaume de Yougoslavie au Fonds agraire qui aura à verser ladite indemnité » aux intéressés ; ceux-ci sont informés qu'ils « peuvent présenter leur requête devant le Tribunal arbitral mixte » dans un certain délai à partir de la notification. En fait, les requêtes avaient été présentées avant la notification des décisions dont il s'agit.

Les procès en question aboutirent à des sentences rendues par le Tribunal arbitral mixte le 21 avril 1933 et par lesquelles le tribunal — sauf en ce qui concerne une parcelle appartenant à un des requérants et frappée pour la première fois par une mesure de réforme agraire prise en vertu de la loi définitive — déclara les requêtes tardives et débouta les requérants.

Ceux-ci intentèrent alors, les 15 juin, 18 octobre et 19 octobre 1933, de nouveaux procès devant le Tribunal arbitral mixte, dirigés cette fois contre la Yougoslavie comme défendeur. Les trois requêtes, tout en exposant qu'elles avaient pour origine les mesures d'expropriation aux fins de la réforme agraire dont avaient fait l'objet les propriétés en cause, invoquaient l'article 250 du Traité de Trianon pour demander que la Yougoslavie soit condamnée à verser aux requérants une indemnité pour ces propriétés. Deux des requêtes indiquent que,

Among the Hungarian nationals owning land in Yugoslavia and affected by the measures of agrarian reform prior to the promulgation of the "definitive law", were the petitioners (Pajzs, Csáky and Esterházy) in the three cases in which the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal rendered the judgments forming the subject of the present proceedings.

A limited number of Hungarian nationals owning land in Yugoslavia and expropriated under the agrarian reform, had brought no action against anyone for compensation for the expropriation of their estates. In consequence of the promulgation on June 26th, 1931, of the Yugoslav definitive law, which referred expropriated Hungarian landowners to the Agrarian Fund, the landowners in question have accordingly received no compensation at all.

The three petitioners (Pajzs, Csáky and Esterházy), on December 21st, 22nd and 28th, 1931, instituted proceedings before the Mixed Arbitral Tribunal against the Agrarian Fund created by the Paris Agreements, asking for judgment against the Fund for an indemnity, the amount of which was specified, in respect of their lands which had been "taken", "seized", or "expropriated"; they also presented certain minor claims.

The expropriation decisions referred to in Article 11 of the "definitive law" were not taken until May and June, 1932, in respect of these estates; the decisions were notified to the interested parties in December of that year. In the words of these decisions, "the indemnity is to be paid by the Kingdom of Yugoslavia to the Agrarian Fund which will pay this indemnity" to the interested parties; the latter are informed that they "may submit their application to the Mixed Arbitral Tribunal" within a certain limit of time after receipt of the notification. In point of fact, the applications had been lodged before the decisions in question had been notified.

These proceedings culminated in judgments rendered by the Mixed Arbitral Tribunal on April 21st, 1933; by these judgments the Tribunal—save with regard to a piece of land belonging to one of the petitioners in respect of which an agrarian reform measure was applied for the first time under the definitive law—declared the applications out of time and dismissed the petitioners' claims.

The latter, therefore, on June 15th, October 18th and October 19th, 1933, instituted fresh proceedings before the Mixed Arbitral Tribunal, this time against Yugoslavia as defendant. The three applications, while stating that the actions were the outcome of the measures of expropriation for the purposes of agrarian reform which had been applied to the estates in question, invoked Article 250 of the Treaty of Trianon in asking for judgment against Yugoslavia for an indemnity in respect of these estates payable to the petitioners. In two of the

dans l'esprit des requérants, il s'agit de l'indemnité (dite « indemnité locale ») que la Yougoslavie verse à ses propres ressortissants propriétaires de grands domaines expropriés en vertu de la réforme agraire ; c'est ainsi que le requérant Pajzs demande « les indemnités pour l'expropriation de réforme agraire dans la même mesure et de la même façon » que s'il était sujet yougoslave. Le requérant Esterházy, tout en affirmant que « son affaire n'est pas visée par les Accords de Paris », demande une indemnité dont il calcule le montant sur la base de l'Accord III, article 10. Les trois requérants invoquent le débouté dont ils avaient fait l'objet devant le Tribunal arbitral mixte ; l'un d'entre eux signale, en outre, qu'après ce débouté, il avait demandé une indemnité directement au Gouvernement yougoslave, mais que cette demande était demeurée sans réponse.

Le Gouvernement yougoslave opposa aux requêtes ci-dessus une exception préliminaire demandant au tribunal de dire que lesdites requêtes n'étaient pas recevables, qu'elles étaient tardives et que le Tribunal arbitral mixte n'était pas compétent.

Le 22 juillet 1935, le Tribunal arbitral mixte a rendu ses sentences dans les trois procès — sentences qui, du point de vue de la forme, statuent seulement sur la première exception yougoslave. Ce sont les sentences actuellement attaquées devant la Cour.

Par lesdites sentences, le tribunal déclara irrecevables les requêtes « en tant que basées sur l'article 250 du Traité de Trianon » ; il ajouta que, « cette irrecevabilité ainsi établie, il n'y a pas lieu de se prononcer sur les autres exceptions préalables soulevées par l'État défendeur ».

Les motifs sur lesquels ces décisions étaient toutes les trois basées peuvent être résumés comme il suit :

D'après le Tribunal arbitral mixte : *a)* le fait dont le requérant s'est plaint est le refus d'une indemnité à la suite d'une expropriation en application de la législation concernant la réforme agraire ; il s'agit donc d'un procès « à propos de la réforme agraire » au sens de l'article premier de l'Accord II ; *b)* il est stipulé dans cet article que, dans tous les procès y énumérés, l'État yougoslave doit être mis hors de cause ; *c)* il est prévu à l'article VII de l'Accord II que, « dans les procès visés à l'article premier, les tribunaux arbitraux mixtes n'auront aucune compétence notamment pour interpréter l'article 250 du Traité de Trianon » ; *d)* « l'entente articulée dans l'Accord II » n'est effective que si elle comprend tous les procès intentés ou pouvant être intentés par des ressortissants hongrois à la Yougoslavie à propos de la réforme agraire ; l'article premier de l'Accord les comprend tous — qu'ils soient pendants ou futurs — et aucun de ces procès ne peut plus être basé sur l'article 250 du Traité de Trianon.

applications it is stated that in the intention of the petitioners the indemnity sought is the so-called "local indemnity" which Yugoslavia pays to her own nationals owning large estates expropriated under the agrarian reform; thus the petitioner Pajzs asks for "the indemnities for expropriation under the agrarian reform at the same rate and in the same way" as if he were a Yugoslav subject. The petitioner Esterházy, while stating that "his case does not fall under the Paris Agreements", asks for an indemnity the amount of which he calculates on the basis of Article 10 of Agreement III. The three petitioners invoke the dismissal of their previous applications by the Mixed Arbitral Tribunal; one of them also states that, since then, he had applied direct to the Yugoslav Government for an indemnity, but that his claim had remained unanswered.

To these applications the Yugoslav Government lodged a preliminary objection praying the Tribunal to adjudge that the applications could not be entertained, that they were out of time and that the Mixed Arbitral Tribunal had no jurisdiction.

On July 22nd, 1935, the Mixed Arbitral Tribunal delivered judgment in these three cases. These judgments, which in form adjudicate only upon the first Yugoslav objection, are the judgments now complained of before the Court.

In these judgments the Tribunal declared that the applications could not be entertained "because they are based on Article 250 of the Treaty of Trianon"; it added that, "having established that they cannot be entertained, there is no need to adjudicate upon the other preliminary objections lodged by the defendant State".

The grounds on which all three of these decisions were based may be summarized as follows:

According to the Mixed Arbitral Tribunal: (a) the subject of the petitioner's complaint is the refusal of an indemnity after an expropriation effected in application of the legislation relating to the agrarian reform; accordingly the case is one "in regard to the agrarian reform" within the meaning of Article I of Agreement II; (b) in that Article it is provided that in all the cases enumerated therein Yugoslavia is relieved of all responsibility; (c) it is provided in Article VII of Agreement II that "in the legal proceedings referred to in Article I, the Mixed Arbitral Tribunals shall not be competent to interpret Article 250 of the Treaty of Trianon"; (d) "the arrangement set forth in Agreement II" is effective only if it covers all cases which have been or may be brought by Hungarian nationals against Yugoslavia in regard to the agrarian reform; Article I of Agreement II covers them all—whether pending or future—and none of these cases may henceforth be based on Article 250 of the Treaty of Trianon.

Les sentences furent notifiées aux parties en cause en septembre 1935. Selon une déclaration faite devant la Cour par l'agent du Gouvernement yougoslave, ce Gouvernement reçut, le 12 novembre 1935, du Gouvernement hongrois une note lui demandant « de renoncer purement et simplement aux avantages résultant pour lui des sentences du Tribunal arbitral mixte et de reprendre les versements directs des rentes locales aux ressortissants hongrois. Si cette condition n'était pas acceptée, le Gouvernement hongrois déclarait qu'il serait obligé de saisir la Cour permanente de Justice internationale par la voie de l'appel et par la demande en interprétation des Accords de Paris. »

Toujours selon la même source, « le Gouvernement yougoslave répondit à cette note le 3 décembre suivant. Il a contesté au Gouvernement hongrois le droit d'interjeter appel et il lui a rappelé qu'il n'a pas le droit de saisir la Cour par la demande d'une interprétation générale », étant donné que, selon le Gouvernement yougoslave, une des conditions essentielles dont dépend l'exercice du droit mentionné en dernier lieu n'était pas remplie dans l'espèce.

C'est le 6 décembre 1935 qu'a été enregistrée au Greffe de la Cour la requête du Gouvernement hongrois introduisant devant elle la présente instance.

*

Telles sont les conditions dans lesquelles, à la suite de l'ordonnance du 23 mai 1936, la Cour est appelée à se prononcer sur la requête du Gouvernement hongrois et sur l'exception du Gouvernement yougoslave, dont elle a été saisie.

* * *

Le premier point à examiner est la recevabilité de l'appel, interjeté par le Gouvernement hongrois, contre les trois sentences du Tribunal arbitral mixte du 22 juillet 1935, objet de la conclusion principale de la requête dont la Cour est saisie et de l'exception opposée par le Gouvernement yougoslave.

Aux termes de l'article X de l'Accord II de Paris,

« Pour toutes les sentences de compétence ou de fond rendues désormais par les tribunaux arbitraux mixtes dans tous les procès autres que ceux visés par l'article premier du présent Accord, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, d'une part, et la Hongrie, d'autre part, conviennent de reconnaître à la Cour permanente de Justice internationale, sans qu'il y ait besoin de compromis spécial, compétence comme instance d'appel.

The judgments were notified to the parties concerned in September 1935. According to a statement made in Court by the Agent for the Yugoslav Government, that Government received from the Hungarian Government on November 12th, 1935, a note asking it "purely and simply to renounce the advantages which it derived from the judgments of the Mixed Arbitral Tribunal and to resume the direct payments of the local annuities to the Hungarian nationals. If this were not agreed to, the Hungarian Government stated that it would be obliged to bring the matter before the Permanent Court of International Justice by lodging an appeal and by making application for the interpretation of the Paris Agreements."

According to the same source, "the Yugoslav Government replied to this note on December 3rd, 1935. It denied the Hungarian Government's right to lodge an appeal and pointed out that it was not entitled to apply to the Court for a general interpretation", since, in the Yugoslav Government's contention, one of the essential conditions upon which the exercise of the latter right was dependent had not been fulfilled in this case.

On December 6th, 1935, the Application of the Hungarian Government instituting the present proceedings was filed in the Registry of the Court.

*

These are the circumstances in which, pursuant to the Order made on May 23rd, 1936, the Court is now called upon to adjudicate upon the Application filed by the Hungarian Government and upon the objection lodged by the Yugoslav Government.

* * *

The first point to be considered is whether the Court can entertain the appeal of the Hungarian Government from the three judgments rendered by the Mixed Arbitral Tribunal on July 22nd, 1935; this appeal forms the subject of the main submission of the Application before the Court and of the objection lodged by the Yugoslav Government.

According to Article X of Agreement II of Paris,

"Czechoslovakia, Yugoslavia and Roumania, of the one part, and Hungary, of the other part, agree to recognize, without any special agreement, a right of appeal to the Permanent Court of International Justice from all judgments on questions of jurisdiction or merits which may be given henceforth by the Mixed Arbitral Tribunals in all proceedings other than those referred to in Article I of the present Agreement.

Le droit d'appel pourra être exercé par voie de requête par chacun des deux Gouvernements entre lesquels se trouve constitué le Tribunal arbitral mixte, dans un délai de trois mois à dater de la notification faite à son agent de la sentence dudit tribunal. »

Comme on le voit, pour qu'une sentence rendue par les tribunaux arbitraux mixtes soit susceptible d'appel, il faut : 1° que la sentence ait été rendue postérieurement aux Accords, — à cet égard, aucune question ne se pose dans la présente espèce ; — 2° que la sentence se présente comme une sentence de compétence ou de fond ; — et 3° que la sentence ait été rendue dans un procès autre qu'un procès visé à l'article premier de l'Accord II.

Aucune mention n'est faite de la forme sous laquelle le procès doit avoir été introduit devant le Tribunal arbitral mixte pour être susceptible d'appel.

Dans les trois affaires dans lesquelles ont statué les sentences dont est appel, les requérants avaient invoqué, à l'appui de leurs requêtes, comme il a été exposé ci-dessus, diverses considérations tirées en dehors des Accords de Paris et tendant à voir dire que les dispositions de ces Accords ne leur étaient pas applicables. Or, les trois sentences dont il s'agit, quel qu'en soit le dispositif déclarant l'irrecevabilité des requêtes, sont toutes les trois basées sur le mal-fondé desdites considérations et, au contraire, sur l'applicabilité des Accords de Paris, c'est-à-dire, en réalité, sur des questions de fond soulevées par ces requêtes.

Donc, sans qu'il y ait lieu, dans l'espèce, de statuer sur la question de savoir si, devant la Cour, une distinction doit être faite entre l'irrecevabilité d'une demande et la compétence d'une juridiction internationale ayant statué sur cette demande, il suffit de constater que, dans les trois affaires dont il s'agit, le Tribunal arbitral mixte a prononcé l'irrecevabilité des demandes en se prononçant sur le fond même de celles-ci.

La seule question reste celle de savoir si les trois procès, dans lesquels les sentences ont été rendues, étaient ou non des procès visés à l'article premier de l'Accord II de Paris comme le prescrit l'article X.

Il appartient à la Cour d'examiner ces procès, non seulement au point de vue de la forme des requêtes adressées au Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, mais encore et surtout au point de vue du fond même desdites requêtes.

Avant tout, il convient de rappeler les dispositions de l'article premier de l'Accord II, puisque ce sont ces dispositions qui

The right of appeal may be exercised by written application by either of the two Governments between which the Mixed Arbitral Tribunal is constituted, within three months from the notification to its Agent of the judgment of the said Tribunal.”

As may be seen, the existence of a right of appeal from a judgment of the Mixed Arbitral Tribunals is dependent on the following conditions: (1) the judgment must have been rendered subsequently to the Agreements—in this respect, no question arises in the present case; (2) the judgment must be on a question of jurisdiction or merits; and (3) the judgment must have been rendered in a case other than those referred to in Article I of Agreement II.

There is no reference to the form in which proceedings must have been instituted before the Mixed Arbitral Tribunal in order to give a right of appeal.

In the three suits in which the judgments appealed from were rendered, the petitioners, as has been explained above, adduced in support of their applications various arguments derived from sources other than the Paris Agreements and of which the purpose was to obtain a decision that the provisions of these Agreements were not applicable to them. The three judgments in question, however, notwithstanding the finding to the effect that the applications cannot be entertained, are all three based on the view that the above arguments are not well-founded and that, on the contrary, the Paris Agreements are applicable, i.e. they are in reality based on questions of substance raised by the applications.

Accordingly, there is no need in this case to decide whether a distinction must be drawn before the Court between the inadmissibility of a claim and lack of jurisdiction on the part of the international tribunal called upon to adjudicate thereon; it will suffice to observe that in the three suits in question the Mixed Arbitral Tribunal, in adjudging that the claims could not be entertained, passed upon their merits.

The only question remaining is whether the three suits in which these judgments were rendered were or were not proceedings referred to in Article I of Agreement II of Paris, as laid down in Article X.

The Court must examine these suits, not only from the point of view of the form of the applications submitted to the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal, but also and more especially from the point of view of the substance of the applications.

First of all, the provisions of Article I of Agreement II must be recalled, since these are the only provisions specified

sont exclusivement visées par l'article X comme devant définir les procès à l'égard desquels le droit d'appel n'existe pas.

L'article premier débute par une disposition générale ainsi conçue :

« Du jour de la mise en vigueur du présent Accord, les responsabilités du défendeur dans tous les procès qui ont été intentés jusqu'au 20 janvier 1930 par des ressortissants hongrois devant les tribunaux arbitraux mixtes à la Roumanie, à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie, à propos des réformes agraires, incomberont exclusivement à un Fonds, dit « Fonds agraire ». »

Cette première disposition a une portée générale visant désormais la substitution de la responsabilité du Fonds agraire à la responsabilité de chacun des trois États roumain, tchécoslovaque et yougoslave dans tous les procès qui ont été intentés jusqu'au 20 janvier 1930 par des ressortissants hongrois devant les tribunaux arbitraux mixtes à la Roumanie, à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie à propos des réformes agraires.

Quant à leurs dates, il suffit de constater que les trois sentences dont est appel ont été rendues sur des requêtes respectivement présentées après le 20 janvier 1930, et, en fait, le 15 juin 1933 (affaire Esterházy, n° 747), le 18 octobre 1933 (affaire Pajzs, n° 749) et le 19 octobre 1933 (affaire Csáky, n° 750).

A la suite de cette disposition générale ci-dessus examinée, l'article premier contient un paragraphe 1. Ce paragraphe, relatif uniquement à la Roumanie, est sans pertinence immédiate dans l'affaire actuelle qui concerne la Yougoslavie.

Il en est de même du paragraphe 3, qui est uniquement relatif à la Tchécoslovaquie.

En revanche, le paragraphe 2 est expressément relatif à la Yougoslavie; les termes du premier alinéa en sont les suivants :

« 2° Il en sera de même des procès que des ressortissants hongrois pourraient encore intenter, à propos de la réforme agraire, devant les tribunaux arbitraux mixtes, à la Yougoslavie, où la réforme agraire n'a pas encore fait l'objet d'une loi définitive, à raison de propriétés qui sont déjà mises, par les lois et ordonnances en vigueur, sous le coup de la réforme agraire, et au sujet desquelles la libre disposition du propriétaire a été limitée par l'application effective à sa propriété des dispositions de ces lois et ordonnances avant le 20 janvier 1930. »

Le même paragraphe ajoute, dans deux alinéas, les prescriptions suivantes :

« Pour les propriétés visées à l'alinéa 1 ainsi qu'au 2° du présent article, il est entendu que les procès qui pourraient être intentés à la suite de l'application de la nouvelle loi

in Article X as defining the proceedings in regard to which there is no right of appeal.

Article I begins with the following general provision :

“As from the date on which the present Agreement comes into force, the responsibility of the defendant in all legal proceedings brought prior to January 20th, 1930, by Hungarian nationals before the Mixed Arbitral Tribunals, against Czechoslovakia, Yugoslavia and Roumania, in regard to the agrarian reforms, shall be solely incumbent upon a fund to be called the ‘Agrarian Fund.’”

This first clause is general in scope and provides that henceforth the Agrarian Fund, instead of the three States of Roumania, Czechoslovakia and Yugoslavia, will assume responsibility in all proceedings brought prior to January 20th, 1930, by Hungarian nationals before the Mixed Arbitral Tribunals against Roumania, Czechoslovakia and Yugoslavia in regard to the agrarian reforms.

As regards their dates, it will suffice to note that the three judgments under appeal were rendered in respect of applications filed after January 20th, 1930, viz. : on June 15th, 1933 (the Esterházy case, No. 747), on October 18th, 1933 (the Pajzs case, No. 749), and on October 19th, 1933 (the Csáky case, No. 750).

Following the general clause referred to above, Article I contains a paragraph 1. This paragraph relates solely to Roumania and is of no immediate relevance in the present case which concerns Yugoslavia.

The same applies to paragraph 3 which only concerns Czechoslovakia.

On the other hand, paragraph 2 is devoted to Yugoslavia ; the first sub-paragraph runs as follows :

“2. The same rule shall apply to any legal proceedings which Hungarian nationals may later institute before the Mixed Arbitral Tribunals, in regard to the agrarian reform, against Yugoslavia, in which country the agrarian reform has not yet formed the subject of a definitive law, on account of properties which, by virtue of the laws and decrees in force, are already subject to the agrarian reform and in regard to which the owner’s right of free disposal has been limited prior to January 20th, 1930, by the effective application to his property of the provisions of those laws and decrees.”

Paragraph 2 also contains two further sub-paragraphs which provide as follows :

“It is understood that any proceedings which may be instituted in respect of properties referred to in the first paragraph and paragraph 2 of the present Article, as a result of the

yougoslave réglant définitivement leur sort, ne pourront être intentés que contre le Fonds agraire, la Yougoslavie étant hors de cause.

Il a été convenu, à ce sujet, que la Yougoslavie promulguerait avant le 20 juillet 1931 la loi définitive, et qu'elle prendrait les mesures nécessaires pour que l'application des nouvelles dispositions législatives se fasse aussi rapidement que possible, sans pouvoir être retardée au delà du 31 décembre 1933, en ce qui concerne les propriétés susvisées. »

Comme on le voit, et il est important de l'observer, la seule disposition de l'article premier énonçant les caractéristiques des procès en question est le premier alinéa du paragraphe 2.

Il n'est pas moins important de faire remarquer qu'aucune référence quelconque n'est faite dans ce texte à l'indemnité même qui serait réclamée par le requérant dans son procès.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 se borne, en appliquant le principe de la responsabilité du Fonds agraire posé par la disposition générale du début, à préciser à qui devront être intentés les procès ci-dessus caractérisés, lorsque ces procès seront intentés par suite de l'application de la loi nouvelle yougoslave réglant définitivement le sort des propriétés envisagées. L'alinéa 3 fixe simplement les délais impartis à la Yougoslavie relativement à sa nouvelle loi encore inexistante à cette époque.

Les caractéristiques des procès ainsi visés sont donc exclusivement : d'être des procès intentés : *a)* par des ressortissants hongrois ; — *b)* postérieurement au 20 janvier 1930 ; — *c)* à propos de la réforme agraire en Yougoslavie ; — *d)* devant les tribunaux arbitraux mixtes ; — *e)* à raison de propriétés déjà mises par les lois et ordonnances en vigueur sous le coup de la réforme agraire et au sujet desquelles la libre disposition du propriétaire a été limitée par l'application effective à sa propriété des dispositions de ces lois et ordonnances avant le 20 janvier 1930.

Il n'est pas contesté que les trois procès ont été intentés par des ressortissants hongrois, — qu'ils l'ont été en juin et octobre 1933, donc postérieurement au 20 janvier 1930, et qu'ils ont été intentés devant le Tribunal arbitral mixte.

D'autre part, l'examen des requêtes présentées devant le Tribunal arbitral mixte permet d'apprécier si les trois procès dont il s'agit satisfont aux deux autres conditions prévues par l'article premier, paragraphe 2, savoir s'ils ont été intentés « à propos de la réforme agraire » et « à raison de propriétés déjà mises.... », etc.

Dans le procès n° 747 (affaire Esterházy), le requérant expose qu'un territoire de 7.854 jugars cadastraux 1407 toises

application of the new Yugoslav law finally settling the manner in which the said properties are to be dealt with, can only be instituted against the Agrarian Fund, Yugoslavia being relieved of all responsibility.

In this connection, it has been agreed that Yugoslavia shall promulgate the definitive law before July 20th, 1931, and shall take the necessary action to ensure that the new legislative provisions are applied to the properties referred to above as rapidly as possible and in any case before December 31st, 1933."

As will be seen, and the point is one of importance, the only clause in Article I which describes the characteristics of the proceedings in question is the first sub-paragraph of paragraph 2.

It is no less important to note that no reference whatever is made in this text to the actual indemnity which may be claimed by a petitioner in his suit.

Sub-paragraph 2 of paragraph 2, while applying the principle of the responsibility of the Agrarian Fund laid down by the general clause at the beginning of the Article, does no more than state against whom the proceedings described above are to be instituted, when they are instituted as a result of the application of the new Yugoslav law finally settling the manner in which the properties in question are to be dealt with. Sub-paragraph 3 only fixes the time-limits allowed to Yugoslavia in connection with her new law which was not yet in existence at that date.

The characteristics of the suits so contemplated are therefore limited to the following: they must be suits brought (a) by Hungarian nationals; (b) after January 20th, 1930; (c) in regard to the agrarian reform in Yugoslavia; (d) before the Mixed Arbitral Tribunals; (e) in respect of properties which are already, by virtue of the laws and decrees in force, subject to the agrarian reform and in regard to which the owner's right of free disposal has been limited by the effective application to his property prior to January 20th, 1930, of the provisions of those laws and decrees.

It is not disputed that the three suits have been brought by Hungarian nationals—that they were brought in June and October 1933, i.e. after January 20th, 1930, and that they were brought before the Mixed Arbitral Tribunal.

An examination of the applications submitted to the Mixed Arbitral Tribunal enables one to ascertain whether they satisfy the two other conditions prescribed by Article I, paragraph 2, namely whether they were submitted "in regard to the agrarian reform" and "on account of properties which are already subject....", etc.

In application No. 747 (Esterházy case), the petitioner states that an area of 7,854 cadastral jugars 1407 square *toises* of

carrées lui a été exproprié dès 1919 et 1922, d'après les pièces jointes à la requête, et que, n'ayant reçu une indemnité que pour 348 jugars cadastraux 1102 toises carrées, il avait encore droit à une indemnité d'après 7.506 jugars cadastraux 305 toises carrées; il ajoute que, d'après l'article 10 de l'Accord III de Paris, le prix du jugar serait de 387 couronnes-or. Ledit requérant demande alors au Tribunal arbitral mixte de condamner l'État yougoslave à lui « payer dans les quinze jours pour 7.506 jugars 305 toises carrées, 387 couronnes-or par jugar, c'est-à-dire 2.904.894 couronnes-or, et, pour dommages connexes, 20 % de ladite somme, soit 580.979, c'est-à-dire au total 3.485.873 couronnes-or avec tous les frais judiciaires ».

Dans la requête n° 749 (affaire Pajzs), les requérants, après avoir exposé les mesures d'expropriation qui ont été appliquées à leurs propriétés en 1919 et 1922 pour 1.361 arpents cadastraux 779 toises carrées, concluent en demandant que l'État yougoslave leur accorde les indemnités pour l'expropriation de la réforme agraire desdits 1.361 arpents cadastraux 779 toises carrées dans la même mesure et de la même façon que si lesdits requérants étaient ressortissants yougoslaves.

De même, dans la requête n° 750 (affaire Csáky), la requérante expose l'étendue de ses propriétés foncières partiellement soumises à la réforme agraire et frappées de ce chef des mesures d'expropriation dès 1919; elle demande au Tribunal arbitral mixte de déclarer, en conséquence, l'État yougoslave tenu de lui accorder pour la superficie expropriée de 756 arpents cadastraux 556 toises carrées d'un revenu net cadastral de 15.104 couronnes-or, le même dédommagement que celui qui lui serait accordé si elle était ressortissante yougoslave.

Les pièces produites par les trois requérants à l'appui de leurs demandes respectives tendaient d'ailleurs toutes à établir la preuve matérielle des mesures d'expropriation qui leur avaient été appliquées dès 1919 en vue de la réforme agraire.

Si l'on compare ces trois requêtes avec le texte ci-dessus rapporté de l'article premier, paragraphe 2, il apparaît que c'est bien à propos de la réforme agraire que les trois procès ont été intentés et qu'ils l'ont été à raison de propriétés qui, au 20 janvier 1930, avaient déjà été mises sous le coup de la réforme agraire et avaient été, de ce chef, l'objet des mesures d'expropriation spécifiées dans les dispositions de l'article premier de l'Accord II de Paris. Cependant, le Gouvernement hongrois conteste que, par là, ces trois procès soient des procès visés à l'article premier de l'Accord II.

On a vu que les trois procès dont il s'agit avaient été intentés dans cette circonstance particulière, à savoir que les

his land was expropriated as early as 1919 and 1922, according to the evidence attached to the application, and that, having only received compensation in respect of 348 cadastral jugars 1102 square *toises*, he was still entitled to an indemnity in respect of 7,506 cadastral jugars 305 square *toises*; he added that, according to Article 10 of Agreement III of Paris, the value of a jugar was 387 gold crowns. The petitioner then prayed the Mixed Arbitral Tribunal to order the Yugoslav State "to pay him, within fifteen days, an indemnity in respect of 7,506 jugars 305 square *toises* at the rate of 387 gold crowns per jugar, making 2,904,894 gold crowns, besides twenty per cent of that sum—580,979—for subsidiary damage, viz.: a total of 3,485,873 gold crowns, besides all legal expenses".

In application No. 749 (in the Pajzs case), the petitioners, after describing the measures of expropriation to which their estates were subjected in 1919 and 1922 in respect of 1,361 cadastral *arpents* 779 square *toises*, submit that the Yugoslav State should indemnify them for the expropriation under the agrarian reform of the aforesaid 1,361 cadastral *arpents* 779 square *toises* to the same extent and in the same manner as if the said petitioners were Yugoslav nationals.

Similarly, in application No. 750 (Csáky case), the petitioner indicates the area of her landed estates which came, in part, under the agrarian reform and had thereby been subjected to measures of expropriation as early as 1919; she prays the Mixed Arbitral Tribunal to declare that the Yugoslav State is bound to grant her the same compensation as would be accorded to her if she were a Yugoslav national in respect of the expropriated area of 756 cadastral *arpents* 556 square *toises*, yielding a revenue, computed on the basis of the cadastral area, of 15,104 gold crowns.

The documents produced by the three petitioners in support of their respective claims were all intended to furnish actual evidence of the measures of expropriation to which they had been subjected in 1919 under the agrarian reform.

If these three applications are compared with the text of Article I, paragraph 2, referred to above, it is seen that these three suits were undoubtedly instituted in regard to the agrarian reform and on account of properties which, on January 20th, 1930, had already fallen under the agrarian reform and had, for that reason, been subjected to the measures of expropriation specified in Article I of Agreement II of Paris. Nevertheless, the Hungarian Government maintains that the three suits had not thereby become legal proceedings within the meaning of Article I of Agreement II.

It has been shown that the three suits in question had been instituted in these peculiar circumstances—that is to say,

requérants avaient antérieurement porté leurs réclamations en indemnité d'expropriation, conformément au deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article premier, contre le Fonds agraire, — mais qu'ils avaient été déclarés forclos pour avoir laissé passer les délais qui leur étaient impartis par l'article XIII de l'Accord II et, par conséquent, pour n'avoir pas agi en temps utile. Les trois requérants expliquent que c'est la raison pour laquelle ils ont repris leurs procès en s'adressant, cette fois, non plus au Fonds agraire, mais à l'État yougoslave. Ils ont allégué, en effet : que, puisqu'ils avaient été déclarés forclos et n'avaient pu obtenir satisfaction du Fonds agraire, l'État yougoslave ne pouvait pas se prévaloir à leur encontre des Accords de Paris et de la substitution de la responsabilité du Fonds agraire à celle de l'État, comme le stipule la loi yougoslave sur la réforme agraire du 19 juin 1931, article 11, — qu'il en résultait pour eux une situation contraire à l'article 250 du Traité de Trianon, — et qu'en vertu dudit article 250, ils avaient le droit de se faire payer par l'État yougoslave, selon le premier requérant (affaire Esterházy, n° 747), la valeur de la propriété expropriée, ladite valeur calculée d'après l'article 10 de l'Accord III, et, selon les deux autres (affaires Pajzs et Csáky, nos 749 et 750), l'indemnité allouée par la loi yougoslave aux ressortissants yougoslaves.

Les conditions et les termes dans lesquels les trois procès dont est appel ont été engagés ne sauraient modifier la conformité de ces procès avec les différentes caractéristiques énumérées par l'article premier, paragraphe 2, et ci-dessus rappelées.

Le fait que les procès ont été intentés contre la Yougoslavie et non contre le Fonds agraire, le fait que les requérants avaient été précédemment déclarés forclos vis-à-vis du Fonds agraire, le fait qu'ils ont cru pouvoir invoquer l'article 250 du Traité de Trianon, le fait, pour deux des requérants, d'avoir demandé le traitement national yougoslave, enfin le fait qu'un des trois requérants (affaire Esterházy, n° 747) demande comme indemnité l'allocation de la valeur calculée d'après l'article 10 de l'Accord III — ne sauraient enlever ou rendre inopérante l'une quelconque des caractéristiques des procès envisagés par les Accords de Paris et que présentent les trois procès dont est appel. Ceux-ci ne sont pas devenus étrangers auxdits Accords ; ils ne peuvent être soustraits à leur application.

En ce qui concerne le fait que les requérants ont engagé leurs procès contre l'État yougoslave et non, comme le prévoit

the petitioners had already, in accordance with paragraph 2, subparagraph 2, of Article I, lodged their claims for expropriation indemnities against the Agrarian Fund,—but the claims had been declared out of time because the petitioners had allowed the period accorded to them by Article XIII of Agreement II to expire and had therefore failed to act within the required time. The three petitioners explained that it was for this reason that they re-submitted their claims, instituting the proceedings on this occasion, not against the Agrarian Fund, but against the Yugoslav State. They declared, in effect, that since their claims had been ruled out of time and they had not been able to obtain compensation from the Agrarian Fund, the Yugoslav State could not as against them rely on the provisions of the Paris Agreements or contend that the Agrarian Fund had taken over the liability of the State, as stipulated in Article 11 of the Yugoslav Agrarian Reform Law of June 19th, 1931; that they were, in consequence, being subjected to treatment inconsistent with Article 250 of the Treaty of Trianon, and that in virtue of the aforesaid Article 250 they were entitled to claim from the Yugoslav State, according to the first petitioner (Esterházy case, No. 747), payment of the value of the expropriated land, assessed on the basis of Article 10 of Agreement III, and according to the other two petitioners (Pajzs and Csáky cases, Nos. 749 and 750), payment of the indemnity granted by the Yugoslav law to Yugoslav nationals.

Neither the circumstances nor the wording of the three suits under appeal can alter the fact that they present the different characteristics specified in Article I, paragraph 2, and set out above.

Neither the fact that the proceedings were instituted against Yugoslavia, instead of against the Agrarian Fund, nor the fact that the claims had been previously declared out of time in regard to the Agrarian Fund, nor again the fact that the petitioners believed that they were entitled to rely on Article 250 of the Treaty of Trianon, nor the fact that two of the petitioners claimed Yugoslav national treatment, nor, lastly, the fact that one of the three petitioners (Esterházy case, No. 747) asked for an indemnity representing the value of the property computed according to Article 10 of Agreement III, could exclude or deprive of its effect any one of the characteristics of the legal proceedings contemplated by the Paris Agreements, and which are present in the three suits under appeal. These suits were not thereby removed from the sphere of the aforesaid Agreements and they could not escape their operation.

As regards the fact that the petitioners have instituted their proceedings against the Yugoslav State and not—as prescribed

l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article premier, contre le Fonds agraire, il est difficile d'y voir un élément modifiant le caractère même de l'action intentée. C'est parce qu'un procès présente les caractères prévus par l'article premier, paragraphe 2, alinéa 1, que la responsabilité du Fonds agraire est substituée à celle de l'État yougoslave ; ce n'est pas parce qu'un procès est intenté contre le Fonds agraire ou contre l'État yougoslave qu'il prend ou non les caractères énumérés dans le paragraphe 2 de l'article premier. Comment admettre que l'Accord de Paris ait entendu laisser aux requérants la faculté de qualifier à leur gré leurs procès et de déterminer eux-mêmes qui doit leur payer l'indemnité d'expropriation, selon le défendeur qu'ils choisiraient ? En second lieu, rien, dans le texte d'aucun des articles des Accords de Paris, ne permet de soutenir que la forclusion, en pénalisant pour tardiveté de requête les propriétaires hongrois expropriés, aurait cette conséquence singulière que l'État yougoslave serait responsable de cette tardiveté des requêtes en lui interdisant de se prévaloir du procédé de règlement consacré par les Accords de Paris.

S'agit-il, d'autre part, du montant et du calcul des indemnités réclamées par les requérants dans les trois procès, on a vu qu'il en est différemment dans les trois cas, puisque, là où un des requérants réclame la valeur même de sa propriété en se basant sur les calculs envisagés par l'article 10 de l'Accord III, les autres requérants calculent leur indemnité sur la base des indemnités prévues par la législation yougoslave pour les ressortissants yougoslaves. Or, ce n'est pas le montant de l'indemnité réclamée ni le mode de calculer celle-ci, ni la base sur laquelle cette indemnité est prétendue devoir être calculée, qui puissent modifier le caractère des demandes et, par là même, le caractère des trois procès, lorsque, comme on l'a vu, ce caractère est exactement le caractère décrit par le texte de l'article premier, paragraphe 2, alinéa 1.

Le principal argument invoqué à l'appui de la thèse hongroise est tiré du fait que deux des requérants ont invoqué leur droit à être traité sur un pied d'égalité avec les ressortissants yougoslaves, ce qui, selon eux, leur aurait donné droit à invoquer la responsabilité de l'État yougoslave pour obtenir les indemnités d'expropriation allouées aux ressortissants yougoslaves par leur législation nationale.

Le Gouvernement hongrois soutient, en effet, que les Accords de Paris porteraient exclusivement sur les procès alors en cours ou sur les procès futurs tendant, les uns comme les autres, à exonérer les ressortissants hongrois de la réforme agraire elle-même, et que les Accords auraient laissé intacte l'applica-

in sub-paragraph 2 of paragraph 2 of Article I—against the Agrarian Fund, it is difficult to see anything in that circumstance which could affect the actual character of the suit. It is because a suit presents the characteristics laid down in Article I, paragraph 2, sub-paragraph 1, that the Agrarian Fund becomes liable in place of the Yugoslav State; it is not the fact that a suit has been instituted against the Agrarian Fund, or against the Yugoslav State, that determines whether or not it acquires the characteristics set forth in paragraph 2 of Article I. How can it be argued that the Paris Agreement intended to leave it open to the petitioners to determine the nature of their suit at their own will and to settle for themselves by their selection of the defendant, who it was who was to be held liable for the expropriation indemnity? Again, there is nothing in the text of any article of the Paris Agreements which would justify the view that, when the rule as to time-limits penalizes the belated submission of a claim by an expropriated Hungarian owner, it would have the singular result of making the Yugoslav State responsible for this belated submission of the claim by debarring it from employing the method of settlement provided by the Paris Agreements.

Again, as regards the amount and the method of computing the indemnities claimed by the petitioners in the three suits, it has been shown that the three cases differ from one another; for while one of the petitioners claims the actual value of his property computed according to the method laid down in Article 10 of Agreement III, the other petitioners reckon the compensation due to them according to the scale of indemnities laid down by the Yugoslav laws for Yugoslav nationals. But neither the amount of the indemnity claimed, nor the method of computing it, nor again the basis on which it is alleged that the indemnity should be computed, can modify the character of the claims and, thereby, the character of the three suits, seeing that—as has been shown—their character is precisely that which is described in Article I, paragraph 2, sub-paragraph 1.

The chief argument used in favour of the Hungarian case is drawn from the fact that two of the petitioners have claimed the right to be treated on a footing of equality with Yugoslav nationals; this, they say, entitles them to hold the Yugoslav State liable to pay them the expropriation indemnities granted to Yugoslav nationals by their national laws.

The Hungarian Government's argument is really that the Paris Agreements related solely to the legal proceedings that were pending at that time, or to future legal proceedings, such proceedings being in either case intended to secure the exemption of the Hungarian nationals from the operation of the agrarian reform itself, and that the Agreements did not

bilité éventuelle aux ressortissants hongrois du régime national yougoslave. D'après l'interprétation donnée par le Gouvernement hongrois auxdits Accords, les procès visés à l'article premier seraient seulement les procès attaquant la réforme agraire et tendant à obtenir une restitution intégrale de la propriété ou, à défaut, la valeur même de celle-ci. C'est en ce sens et en ce sens seul que devraient être entendus « les procès à propos de la réforme agraire ».

Au moment de la conclusion des Accords, ajoute-t-on, d'autres procès à propos de la réforme agraire que ceux dirigés contre cette réforme elle-même n'existaient pas. Ce serait donc, d'après le Gouvernement hongrois, seulement aux procès alors existants et aux procès futurs ayant le même caractère que seraient applicables les Accords de Paris ; ce serait sortir du cadre desdits Accords que de les prétendre applicables en général à d'autres demandes en indemnité d'expropriation à propos de la réforme agraire. Ainsi, pour les ressortissants hongrois qui n'entendent pas se prévaloir des Accords de Paris et qui se bornent à réclamer le traitement national yougoslave, les Accords de Paris n'auraient aucune application ; la situation de ces ressortissants aurait été laissée intacte par lesdits Accords.

Le Gouvernement hongrois argumente à cet égard de ce que le préambule de l'Accord II vise en premier lieu les procès en cours en 1930, lesquels donnaient à cette époque lieu entre la Hongrie, d'une part, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie d'autre part, aux sérieuses difficultés précédemment rappelées. A ce moment, il n'était pas question d'autre chose. Lorsque l'article VII de l'Accord II stipule que les tribunaux arbitraux mixtes n'auront pas à statuer sur les divergences de principe exposées dans le préambule dudit Accord ni sur l'interprétation de l'article 250, il se référerait et il ne pourrait se référer qu'aux procès visés dans ce préambule, lesquels sont précisément les procès contestant l'application de la réforme agraire elle-même aux ressortissants hongrois.

Par ailleurs, ajoute-t-on, les Accords de Paris, en constituant le Fonds agraire et en calculant les sommes nécessaires aux charges qui lui sont attribuées, n'auraient tenu compte que des terres, objet des procès en cours à l'époque desdits Accords et des procès futurs ayant le même caractère. La base en a été fournie, dit-on, par le Gouvernement hongrois dans un Mémoire annexé à l'Accord III, Mémoire qui n'a en vue que les terres faisant l'objet de procès alors en cours. Ici encore, on trouverait, selon le Gouvernement hongrois, la

render the Yugoslav national régime any less applicable than before to the Hungarian nationals. According to the construction placed on the Agreements by the Hungarian Government, the legal proceedings referred to in Article I were exclusively proceedings directed against the agrarian reform, and aiming at the complete restitution of the property or, failing restitution, payment of the actual value of the property; and the words "in regard to the agrarian reform" have to be understood solely in that sense.

At the time of the conclusion of the Agreements—the argument continues—there were no suits in regard to the agrarian reform in existence other than those directed against that reform. Therefore—in the Hungarian Government's view—the Paris Agreements are only applicable to suits that were then in existence or to future suits of like character; to contend that they were generally applicable to other kinds of claims for expropriation indemnities in regard to agrarian reform would be to overstep the limits of the Agreements. Hence, in the case of Hungarian nationals who do not wish to avail themselves of the Paris Agreements, and who are content to claim only Yugoslav national treatment, the Paris Agreements do not apply at all; the position of such nationals remains unaffected by those Agreements.

The Hungarian Government points out, in this connection, that the Preamble of Agreement II refers, in the first place, to legal proceedings which were pending in 1930 and which were then giving rise to the grave difficulties referred to above between Hungary, on the one hand, and Roumania, Czechoslovakia and Yugoslavia on the other hand. No other question was in issue at the time. When Article VII of Agreement II lays down that the Mixed Arbitral Tribunals are not to adjudicate upon the differences of principle set forth in the Preamble of the said Agreement, nor on the interpretation of Article 250, it refers, and could only refer to the suits mentioned in the Preamble, and these were precisely the suits which disputed the application of the agrarian reform itself to Hungarian nationals.

Moreover, the argument continues, when the Paris Agreements constituted the Agrarian Fund, and computed the sums that it would require to meet the charges for which it was to be made liable, they were only concerned with landed property, that form of property being the subject of the proceedings then pending and of those of like character which should be instituted later. The basis for this calculation, it is said, was supplied by the Hungarian Government in a Memorandum annexed to Agreement III, and that document, it is pointed out, is only

preuve que les procès visés par l'article premier de l'Accord II seraient seulement les procès ainsi limités.

Une telle interprétation, comportant cette restriction à la portée des Accords de Paris, ne paraît pas conciliable avec la généralité du texte de l'article premier, paragraphe 2, alinéa 1, de l'Accord II. Aucune restriction n'y figure en dehors des précisions caractéristiques ci-dessus rapportées et, notamment, aucune restriction, mention ou allusion à l'aspect ou à la forme sous lesquels serait présentée la demande en indemnité d'expropriation.

En admettant qu'au moment des Accords, il n'existât pas d'autres procès intentés par des ressortissants hongrois que des procès dans lesquels des ressortissants hongrois prétendaient avoir droit à l'exemption de toute réforme agraire et à la restitution intégrale de leurs propriétés, il n'en résulte pas que les Accords n'aient pas pour objet et pour effet d'éviter pour l'avenir qu'à propos de la réforme agraire de nouveaux procès viennent donner lieu à de nouvelles difficultés, comme l'affaire actuelle en est un exemple. Loin de sortir du cadre des Accords, c'est apparemment s'y conformer que d'écarter ce qui, par voie d'une simple présomption, apporterait une aussi grave restriction à l'efficacité de ces Accords, telle qu'elle résulte de l'application exacte et fidèle du texte de l'article premier de l'Accord II.

Nulle part il n'a été spécifié que les procès futurs envisagés par les Accords seraient seulement des procès tendant, comme ceux en cours en 1930, à contester l'application de la réforme agraire et à obtenir soit la restitution, soit la valeur intégrale des propriétés expropriées. Nulle part il n'a été spécifié que les procès futurs, où ne seraient pas émises ces mêmes réclamations, étaient écartés et exclus des Accords.

Au contraire, lorsque les États intéressés ont entendu mettre certains procès en dehors de l'application des Accords, ils n'ont pas manqué de le spécifier expressément, ainsi qu'il appert des lettres échangées le 26 avril 1930 entre le président de la conférence et les premiers délégués des États de la Petite-Entente, à la veille de la signature des Accords et dont copies ont été fournies au premier délégué de la Hongrie.

S'il est vrai que le Mémoire du Gouvernement hongrois concernant l'importance des terres touchées par la réforme agraire en Yougoslavie et annexé à l'Accord III de Paris avait été présenté lors de la négociation à La Haye pour servir de base aux

concerned with the lands that were the subject of the proceedings then pending. That again, in the Hungarian Government's submission, is a proof that the legal proceedings referred to in Article I of Agreement II were only suits that fell within those limits.

Such an interpretation, involving the restriction of the scope of the Paris Agreements, can scarcely be reconciled with the comprehensiveness of the text of Article I, paragraph 2, subparagraph 1, of Agreement II. Over and above the particular criteria already mentioned, no restriction figures in this text; in particular the text contains no restriction, mention or allusion as to the view with which or the form in which a claim for an expropriation indemnity has to be presented.

Even admitting that, at the time of the conclusion of the Agreements, there were in existence no proceedings instituted by Hungarian nationals other than suits in which the said nationals claimed exemption from every measure of agrarian reform and the complete restitution of their estates, this does not justify the inference that the Agreements are not designed to prevent and do not prevent the possibility of new suits being instituted in the future, in regard to agrarian reform, and of such suits giving rise to new difficulties, as in the example furnished by the present case. So far from overstepping the boundaries of the Agreements one would appear to be keeping within them by rejecting an argument which would impose by a mere presumption so serious a restriction on their effectiveness ensuing from the scrupulous and precise application of Article I of Agreement II.

Nowhere was it laid down that the future legal proceedings contemplated by the Agreements were exclusively proceedings instituted—like those that were pending in 1930—with a view to contesting the application of the agrarian reform and to obtaining either the restitution or the full value of the expropriated properties. Nowhere was it laid down that future legal proceedings which were not directed to those objects were to be regarded as extraneous to the Agreements and excluded from their operation.

On the contrary, where the States concerned desired that certain suits should be kept outside the Agreements, they did not fail to specify this in express terms, as is apparent from the letters exchanged on April 26th, 1930, between the President of the Conference and the first delegates of the States of the Little Entente on the eve of the signature of the Agreements, and of which copies were supplied to the first delegate of Hungary.

It is true that the Hungarian Government's Memorandum concerning the extent of the lands affected by the agrarian reform in Yugoslavia, which is appended to Agreement III of Paris, had been submitted when the Agreements were being

calculs des sommes à verser par la Yougoslavie, en revanche d'autres éléments sont intervenus plus tard, des restitutions ont dû être envisagées et effectuées, et des calculs plus ou moins rétrospectifs et hypothétiques ont été allégués de part et d'autre par les parties sur ce sujet ; on ne saurait trouver en tout ceci une preuve concluante de la thèse soutenue aujourd'hui par le Gouvernement hongrois.

Vainement encore, le Gouvernement hongrois a cherché à argumenter de l'article VII de l'Accord II. Cet article stipule que, dans les procès visés à l'article premier, les tribunaux arbitraux mixtes n'auront pas compétence pour statuer sur les divergences de principe visées dans le préambule dudit Accord II et, notamment, pour interpréter l'article 250 du Traité de Trianon. — Cela prouve seulement que ces divergences de principe ne pourront plus être portées devant les tribunaux arbitraux mixtes et que l'article 250 du Traité de Trianon ne pourra pas être invoqué devant ces tribunaux, dans les procès visés à l'article premier. Désormais, dans ces procès, les Accords ne peuvent être interprétés que comme une interdiction de demandes futures, à propos de la réforme agraire, basées sur l'article 250.

Si la thèse hongroise était exacte, non seulement l'État yougoslave se trouverait engagé par les Accords de Paris à effectuer au Fonds agraire les versements prévus par les Accords, mais en outre si, pour une raison quelconque, même imputable à une faute ou à une négligence du requérant hongrois lui-même, le Fonds agraire se trouvait dégagé, lui, l'État yougoslave, aurait néanmoins accepté de rester, en tout état de cause, responsable et garant tout au moins du paiement de l'indemnité locale. C'est ce que nie la Yougoslavie et c'est ce que la Hongrie affirme.

Si la portée des Accords de Paris se trouve restreinte, comme le soutient le Gouvernement hongrois, on comprend mal le caractère forfaitaire du règlement que ces Accords ont entendu consacrer.

Lorsqu'on lit, dans l'article 2 de l'Accord III, que les versements prévus à la charge de la Yougoslavie entre les mains du Fonds agraire sont effectués au titre des indemnités locales et, encore dans l'article 10, alinéa 2, du même Accord III, que les versements annuels de la Yougoslavie représentent « à forfait le montant total des indemnités qui pourront être allouées par la loi yougoslave » alors en préparation « pour les terres expropriées appartenant aux requérants présents et futurs dans les termes de l'article premier », on est fondé à voir dans ces stipulations la preuve que les Accords ont assuré le règlement de toutes les réclamations agraires, aussi bien celles qui étaient déjà intentées au moment de la signature des Accords que les

negotiated at The Hague as a basis for computing the sums that would be payable by Yugoslavia ; but other circumstances supervened later on ; restitutions of land had to be envisaged and carried into effect ; calculations of a somewhat retrospective and hypothetical character were put in by the respective parties on this subject ; there is nothing here which could be regarded as decisive evidence of the contention now maintained by the Hungarian Government.

The Hungarian Government is equally unsuccessful in the argument which it seeks to derive from Article VII of Agreement II. That Article lays down that, in the legal proceedings referred to in Article I, the Mixed Arbitral Tribunals shall not be competent to pronounce on the differences of principle set forth in the Preamble of the aforesaid Agreement II, or in particular to interpret Article 250 of the Treaty of Trianon. —That is merely evidence that these differences of principle cannot be submitted for adjudication to the Mixed Arbitral Tribunals, and that Article 250 of the Treaty of Trianon may not be adduced before those tribunals in the proceedings referred to in Article I. Henceforth the Agreements can only be construed in these suits as a prohibition of future claims in regard to agrarian reform based on Article 250.

If the Hungarian argument were sound, not only would the Yugoslav State be bound by the Paris Agreements to make the payments specified in the Agreements to the Agrarian Fund, but if, for any reason, which might be due to a mistake or lack of diligence on the part of the Hungarian national himself, the Agrarian Fund was relieved of liability, the Yugoslav State would none the less have agreed that in any case it would remain responsible and liable for the payment of at least the local indemnity. That is a result which Yugoslavia contests, and which Hungary affirms.

If the scope of the Paris Agreements is restricted in the manner contended by the Hungarian Government, the Agreements would scarcely appear to give effect to the principle of lump-sum payments which they were intended to establish.

When we read in Article 2 of Agreement III that the payments to be made by Yugoslavia to the Agrarian Fund are on account of local indemnities ; and when we read in Article 10, paragraph 2, of the same Agreement III that the annuities paid by Yugoslavia represent “a lump-sum settlement of the total indemnities which may be allotted by the Yugoslav law” then in preparation “for the expropriated lands of present and future claimants within the terms of Article I”, we are justified in considering these clauses as evidence that the Agreements provided for the settlement of all the agrarian claims, those which were already pending at the time of the signature of the Agreements as well as future claims, subject only to the

réclamations futures, sous la seule condition que, conformément à l'article premier de l'Accord II, ces réclamations aient pour cause des mesures appliquées à des propriétés mises sous le coup de la réforme agraire antérieurement au 20 janvier 1930, quelle que soit, par ailleurs, l'indemnité réclamée par les requérants.

Quel qu'ait pu être l'état de fait existant en 1930, on ne saurait oublier, si l'on entend faire appel aux intentions des négociateurs des Accords de Paris, parmi lesquels figuraient les représentants des tierces Puissances médiatrices, les termes du premier alinéa du préambule de l'Accord IV: « Par un accord signé ce jour avec le Gouvernement hongrois, les questions relatives aux réformes agraires ont été réglées. » On voit là clairement exprimée la conviction des Parties signataires de cet Accord, reconnu, encore que la Hongrie n'y fût pas partie, « indivisiblement lié » aux trois autres, d'avoir liquidé une fois pour toutes les questions d'expropriation agraire en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie.

Si les Accords de Paris devaient être interprétés et appliqués comme ayant laissé la porte ouverte à de nouvelles demandes de ressortissants hongrois et à de nouvelles prétentions à réclamer des indemnités d'expropriation en dehors desdits Accords, on pourrait dire que l'apaisement cherché par les Accords de Paris en ce qui concerne les affaires de réforme agraire n'aurait véritablement pas été atteint.

La Cour estime donc qu'en présence des termes exprès de l'article premier de l'Accord II, les trois sentences dont est appel n'ont pas été rendues dans des procès autres que ceux visés par ledit article. Par conséquent, la Cour estime, par application de l'article X de l'Accord II, que l'appel interjeté contre ces trois sentences n'est pas recevable devant elle.

* * *

Le Gouvernement hongrois a, par conclusion subsidiairement posée pour le cas où l'appel interjeté ne serait pas accepté par la Cour en vertu de l'article X de l'Accord II, demandé à la Cour de :

« II. B) Dire et juger par voie d'interprétation et d'application des Accords II et III, en vertu de l'article XVII de l'Accord II et de l'article 22 de l'Accord III, que l'attitude de la Yougoslavie ci-dessus décrite n'est pas conforme aux dispositions des Accords II et III, attitude manifestée à l'égard de tous les ressortissants hongrois, même ceux qui n'ont jamais eu l'intention de demander autre chose que le régime national, ou bien ceux qui, ayant essayé d'obtenir davantage du Fonds agraire, entre temps construit, ne furent pas admis contre

condition that, in accordance with Article I of Agreement II, such claims must be put forward on account of measures applied to properties already subjected to the agrarian reform prior to January 20th, 1930, and quite irrespective, it may be observed, of the amount of the indemnity claimed by the petitioners.

No matter what may have been the actual position in 1930, if the intentions of the negotiators of the Paris Agreements—among whom were included representatives of the mediating third States—are to be invoked, it is impossible to disregard the terms of the first paragraph of the Preamble of Agreement No. IV: “By an Agreement of even date with the Hungarian Government the questions relating to the agrarian reforms have been settled.” Those words clearly express a conviction on the part of the signatories of this Agreement which, although Hungary was not a party to it, was recognized as being “inseparably connected” with the other three, that they have settled, once and for all, every question concerning agrarian expropriations in Roumania, Czechoslovakia and Yugoslavia.

If the Paris Agreements were to be interpreted and applied as having left the door open to fresh claims on the part of the Hungarian nationals and to new demands for expropriation indemnities not covered by those Agreements, it might be said that the appeasement which was aimed at by the Paris Agreements in regard to the difficulties raised by the agrarian reforms would not really have been attained.

The Court finds that, in view of the express terms of Article I of Agreement II, the three judgments under appeal were not delivered in proceedings other than those referred to in that Article. The Court therefore finds that, in accordance with the provisions of Article X of Agreement II, the appeal lodged against these three judgments cannot be entertained.

* * *

The Hungarian Government prays the Court, in an alternative submission in case the appeal under Article X of Agreement II should not be admitted by the Court:

“II. B. To adjudge and declare by means of the interpretation and application of Agreements II and III, under Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III, that the attitude of Yugoslavia, described above, is inconsistent with the provisions of Agreements II and III; this attitude has been adopted towards all Hungarian nationals, even towards those who have never had any intention of claiming more than national treatment and those who had sought to obtain more from the Agrarian Fund which had been constituted

celui-ci par le Tribunal arbitral mixte, comme les ressortissants des trois cas ci-dessus ; cette attitude de la Yougoslavie est d'autant plus contraire à l'application des Accords II et III de Paris qu'elle a été introduite et maintenue en Yougoslavie exclusivement en alléguant précisément l'exécution des Accords de Paris, ce qui est erroné. Assurer *sur ce point* la juste et stricte application des Accords. »

A cette conclusion subsidiaire du Gouvernement hongrois, le Gouvernement yougoslave oppose l'exception préliminaire suivante :

« A. 2. Dire et juger avant tout examen de fond, que la demande du Gouvernement hongrois pour obtenir l'interprétation générale des Accords II et III de Paris par la Cour est irrecevable, par suite de l'inaccomplissement des conditions essentielles posées par l'article 17 de l'Accord II et l'article 22 de l'Accord III. »

A cet égard, il convient de rappeler les termes de l'article XVII de l'Accord II et de l'article 22 de l'Accord III, lesquels sont respectivement les suivants :

« *Accord II, article XVII.* — En cas de divergence sur l'interprétation et l'application du présent Accord et à défaut d'accord entre les Parties intéressées sur la désignation d'un arbitre unique, tout État intéressé aura le droit de s'adresser par voie de requête à la Cour permanente de Justice internationale, sans qu'on puisse lui opposer une sentence du Tribunal arbitral mixte en vertu de l'article premier du présent Accord. »

« *Accord III, article 22.* — En cas de divergence sur l'interprétation et l'application du présent Accord, et à défaut d'accord entre les Parties intéressées sur la désignation d'un arbitre unique, tout État intéressé aura le droit de s'adresser par voie de requête à la Cour permanente de Justice internationale. »

Ces dispositions présupposent, comme on le voit, *a)* qu'il s'agisse d'un cas de divergence sur l'interprétation et l'application de l'Accord, — et *b)* que ce soit à défaut d'accord entre les Parties intéressées sur la désignation d'un arbitre unique.

a) Que l'affaire actuelle présente un cas de divergence de vues entre la Hongrie et la Yougoslavie sur l'interprétation et l'application des Accords, l'introduction même de l'instance par le Gouvernement hongrois et les défenses opposées par le Gouvernement yougoslave permettraient difficilement de le nier.

in the meantime but whose claims against that Fund had been rejected by the Mixed Arbitral Tribunal, in the same way as those of the claimants in the three cases referred to above; the inconsistency of Yugoslavia's attitude with Agreements II and III of Paris is all the more remarkable because this policy has been adopted and maintained in Yugoslavia on the ground that it actually constitutes the carrying out of the Paris Agreements, which is contrary to the fact. The Court is asked to ensure that the Agreements are strictly and fairly applied *in regard to this point.*"

In response to this alternative submission presented by the Hungarian Government, the Yugoslav Government presents the following preliminary objection:

"A. 2. To adjudge and declare before entering upon the merits that the request of the Hungarian Government for a general interpretation by the Court of Agreements II and III of Paris cannot be entertained because the essential conditions laid down by Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III have not been fulfilled."

In this connection, the terms of Article XVII of Agreement II and of Article 22 of Agreement III should be recalled. Those Articles run as follows:

"*Agreement II, Article XVII.*—In the event of any difference as to the interpretation or application of the present Agreement and failing agreement between the Parties interested on the choice of a single arbitrator, any State interested shall be entitled to address itself, by written application, to the Permanent Court of International Justice, and shall not be barred by any decision of the Mixed Arbitral Tribunal under Article I of the present Agreement."

"*Agreement III, Article 22.*—In the event of any difference as to the interpretation or application of the present Agreement, and failing agreement between the Parties interested on the choice of a single arbitrator, any State interested shall be entitled to address itself, by written application, to the Permanent Court of International Justice."

These provisions are based on the assumption (a) that there must be a difference as to the interpretation and application of the Agreement, and (b) that no agreement has been reached between the Parties interested on the choice of a single arbitrator.

(a) The proceedings instituted by the Hungarian Government and the counter-arguments presented by the Yugoslav Government make it difficult to deny that the present case constitutes a difference of opinion between Hungary and Yugoslavia as to the interpretation and application of the Agreements.

Il est clair que cette divergence de vues porte, comme il est dit dans le présent arrêt au sujet de la conclusion principale du Gouvernement hongrois, sur l'applicabilité du régime instauré par les Accords de Paris, que le Gouvernement hongrois, contrairement au Gouvernement yougoslave, soutient être restreinte à certaines catégories de ressortissants hongrois touchés par la réforme agraire en Yougoslavie, et sur le droit qu'auraient, d'après le Gouvernement hongrois, lesdits ressortissants de bénéficier du régime national yougoslave à défaut du régime des Accords de Paris.

b) Quant au défaut d'accord préalable sur la désignation d'un arbitre unique, seul argument qu'ait soulevé l'agent du Gouvernement yougoslave à l'appui de son exception préliminaire, il est facile d'apercevoir qu'il s'agit là et qu'il ne peut s'agir que de la non-réalisation d'une éventualité de fait, c'est-à-dire du cas où les Parties intéressées ne se seraient pas entendues pour substituer à une procédure devant la Cour permanente de Justice internationale la procédure simplifiée d'un arbitrage devant un arbitre unique.

Toute autre interprétation des mots dont il s'agit conduirait à y voir une condition dépendant de la volonté de l'une ou de l'autre des Parties intéressées. On ne voit d'ailleurs pas comment les dispositions dont il s'agit auraient pu envisager la nécessité, pour une partie qui désire s'adresser à la Cour, d'engager préalablement des négociations sur le choix d'un arbitre, tout en déclarant que, pour sa part, elle n'y consent pas.

Pour ces diverses considérations, la Cour estime que l'objection préliminaire opposée par le Gouvernement yougoslave à la conclusion subsidiaire du Gouvernement hongrois n'est pas fondée et que rien, dans la présente instance, ne permet d'écarter cette conclusion subsidiaire, comme en principe irrecevable.

D'autre part, sur le fond même de la conclusion subsidiaire hongroise, et pour le cas actuel où cette conclusion est admise par la Cour, le Gouvernement yougoslave oppose la conclusion suivante :

« B. 5. Statuant en vertu de l'article XVII de l'Accord II et de l'article 22 de l'Accord III de Paris, de déclarer que les procès des trois ressortissants hongrois sont compris dans le règlement forfaitaire des Accords de Paris et que les trois ressortissants hongrois ne pouvaient pas tenter des procès contre la Yougoslavie sur la base de l'article 250 du Traité de Trianon, mais qu'ils doivent être admis à faire valoir leurs réclamations pour les terres expropriées par la réforme agraire yougoslave contre le Fonds agraire. »

It is clear that this difference of opinion, as stated in the present judgment in connection with the Hungarian Government's main submission, concerns, in the first place, the sphere of application of the régime established by the Paris Agreements which, as contended by the Hungarian Government in opposition to the view of the Yugoslav Government, is confined to certain categories of Hungarian nationals affected by the agrarian reform in Yugoslavia, and, in the second place, the right which according to the Hungarian Government those nationals possess to have the benefit of the Yugoslav national régime if they do not benefit by the régime of the Paris Agreements.

(b) With regard to the absence of prior agreement on the choice of a single arbitrator—the only argument advanced by the Yugoslav Government's Agent in support of his preliminary objection—it is easy to perceive that that refers and can only refer to the non-fulfilment of a condition of fact, that is to say, it refers to the case in which the Parties interested have not agreed to substitute simplified arbitral proceedings before a single arbitrator for proceedings before the Permanent Court of International Justice.

Any other interpretation of the words in question would involve a condition the fulfilment of which would be dependent on the will of either of the interested Parties. Moreover, there is no reason why the clauses in question should have made it necessary for a party desirous of applying to the Court, first of all to enter into negotiations on the choice of an arbitrator, while stating at the same time that, for its part, it would not consent thereto.

For these various reasons, the Court holds that the preliminary objection taken by the Yugoslav Government to the Hungarian Government's alternative submission is ill-founded and that, in principle, there is nothing in the present proceedings to justify the rejection of this alternative submission as being inadmissible.

On the other hand, with regard to the substance of the Hungarian alternative submission and in case the Court should entertain that submission, the Yugoslav Government presents the following submission :

"B. 5. Adjudicating in virtue of Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III of Paris, to declare that the claims of the three Hungarian nationals are covered by the settlement on a lump-sum basis in the Paris Agreements, and that the three Hungarian nationals may not institute proceedings against Yugoslavia, based on Article 250 of the Treaty of Trianon, but that they must be allowed to lodge their claims, in respect of the lands expropriated by the Yugoslav agrarian reform, against the Agrarian Fund."

Tout d'abord, en ce qui concerné le fond de la conclusion subsidiaire hongroise et à bien lire cette conclusion, il apparaît que l'« attitude de la Yougoslavie », qui y est mentionnée, a trait à un prétendu refus par le Gouvernement yougoslave des indemnités dites locales aux ressortissants hongrois dont les propriétés avaient été frappées par la réforme agraire en Yougoslavie et qui, pour une raison quelconque, n'ont pas reçu d'indemnité du Fonds agraire.

Cette attitude de la Yougoslavie est caractérisée par le fait que la Yougoslavie exclut lesdits ressortissants hongrois des indemnités dites locales, payables selon sa législation agraire aux autres propriétaires expropriés, attitude qu'elle se croit autorisée à prendre par les Accords de Paris.

La conclusion hongroise se réfère à cette attitude de la Yougoslavie à l'égard de tous les ressortissants hongrois expropriés ou, plus exactement, d'une part, aux ressortissants hongrois dont la situation est celle des trois requérants dans les affaires dont est appel, — et, d'autre part, à d'autres ressortissants hongrois qui n'auraient jamais eu l'intention de demander autre chose que le traitement national yougoslave.

A l'égard des ressortissants hongrois dont la situation est celle des trois requérants dans les affaires dont est appel, la Cour fera remarquer que c'est l'interprétation et l'application des Accords de Paris qui fournissent les raisons pour lesquelles l'appel contre les trois sentences du Tribunal arbitral mixte du 22 juillet 1935 n'est pas recevable devant la Cour.

La même interprétation et la même application ne sauraient qu'être répétées en présence des mêmes cas.

En ce qui concerne des ressortissants hongrois qui n'auraient jamais eu l'intention de demander autre chose que le régime national, la demande subsidiaire hongroise tend, en somme, à voir dire et juger par la Cour que le régime national yougoslave est resté applicable à tous les ressortissants hongrois qui ne sont pas admis devant le Fonds agraire.

En réalité, ici encore, on se trouve en présence de la même thèse qui a été soutenue par le Gouvernement hongrois relativement à une prétendue portée restreinte des Accords de Paris en se basant sur une certaine interprétation et application desdits Accords. Or, c'est précisément par interprétation et application desdits Accords que la Cour a été conduite à écarter la thèse hongroise.

Aussi bien, si des ressortissants hongrois, pour des raisons dont ils ont été seuls juges, n'ont pas cru devoir s'adresser en temps utile au Fonds agraire conformément aux Accords de Paris, ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes.

In the first place, with regard to the substance of the Hungarian alternative submission and if that submission is read aright, it is seen that "the attitude of Yugoslavia" referred to therein is constituted by the alleged refusal by the Yugoslav Government of the so-called local indemnities to Hungarian nationals whose estates had been subjected to the Hungarian reform in Yugoslavia and who, for one reason or another, have received no compensation from the Agrarian Fund.

This attitude, which Yugoslavia believes that the Paris Agreements entitle her to assume, takes the form of withholding from the aforesaid Hungarian nationals the so-called local indemnities payable under her agrarian legislation to other expropriated landowners.

The Hungarian submission states that Yugoslavia has adopted this attitude in regard to all Hungarian nationals, that is to say, on the one hand to Hungarian nationals in the same position as the three petitioners in the suits under appeal and, on the other hand, to other Hungarian nationals who have never had any intention of claiming more than Yugoslav national treatment.

As regards Hungarian nationals in the same position as the three petitioners in the suits under appeal, the Court observes that the reasons why the appeal against the three judgments rendered by the Mixed Arbitral Tribunal on July 22nd, 1935, cannot be entertained by the Court, are furnished by the interpretation and application of the Paris Agreements.

Where the circumstances are the same, the same interpretation and the same application can but be repeated.

With regard to Hungarian nationals who have never had any intention of claiming more than national treatment, the Hungarian alternative submission amounts to a request for judgment to the effect that the Yugoslav régime of national treatment remains applicable to all Hungarian nationals who have not been admitted to claim against the Agrarian Fund.

Here again, the Court is really confronted with the same argument as to the limited scope of the Paris Agreements put forward by the Hungarian Government on the basis of a particular interpretation and application of these Agreements. But the Court has been led to discard this Hungarian argument precisely by means of interpreting and applying the Agreements.

Again, if certain Hungarian nationals, for reasons of which they are sole judges, have not seen fit to claim in due time against the Agrarian Fund in accordance with the Paris Agreements, they have only themselves to blame.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, il convient de remarquer que le fait que le Tribunal arbitral mixte hongro-yougoslave déboute un requérant hongrois à raison de l'application d'une disposition plutôt que d'une autre des Accords de Paris, ce fait, ainsi que les conséquences, sans doute regrettables, qu'il comporte, ne sauraient nullement être imputés à la Yougoslavie, ni modifier la situation que les Accords de Paris ont créée à l'égard des ressortissants hongrois, dont les propriétés en Yougoslavie ont été soumises à la réforme agraire.

De l'avis de la Cour, les Accords de Paris ont eu en vue d'assurer aux ressortissants hongrois frappés par les mesures de la réforme agraire un régime différent, en réalité un régime supérieur à celui que le régime national yougoslave établit à l'égard des autres ressortissants étrangers et yougoslaves.

En revanche, c'est contre le Fonds agraire que tous les ressortissants hongrois dont les propriétés en Yougoslavie ont été touchées par la réforme agraire et qui désirent obtenir une indemnité de quelque nature que ce soit, doivent présenter leurs demandes par voie de requête devant le Tribunal arbitral mixte.

En ce qui concerne la demande subsidiaire présentée par le Gouvernement yougoslave et tendant à voir déclarer que les trois ressortissants hongrois Pajzs, Csáky, Esterházy doivent être admis à faire valoir leurs réclamations contre le Fonds agraire, il convient de remarquer ce qui suit. Cette conclusion se réfère en réalité aux procès que ces trois requérants ont intentés en 1931 contre le Fonds agraire et dans lesquels le Tribunal arbitral mixte les a déboutés pour cause de tardiveté. Ces sentences du Tribunal arbitral mixte sont en dehors du cadre de l'affaire qui a été soumise à la Cour par le Gouvernement hongrois.

Pour cette raison, la Cour considère qu'il ne saurait lui appartenir d'apprécier lesdites sentences.

* * *

En résumé, la Cour a, dans la partie du présent arrêt qui traite de la demande en appel, exposé son interprétation des Accords II et III de Paris en ce qui concerne les réclamations présentées par des ressortissants hongrois à raison des expropriations en vertu de la réforme agraire. Étant arrivée à la conclusion que ces Accords ont été stipulés dans l'intention de régler définitivement toutes les réclamations pouvant résulter des réformes agraires dans les États de la Petite-Entente, la Cour a expliqué les raisons pour lesquelles elle estime que les ressortissants hongrois, ayant obtenu par les Accords le droit à un traitement particulier préférentiel et

Subject to the foregoing considerations, it is to be observed that the fact that the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal has dismissed the claim of a Hungarian petitioner by applying one provision rather than another of the Paris Agreements, and the regrettable consequences ensuing therefrom, are things for which Yugoslavia cannot be held answerable, nor can the situation created by the Paris Agreements in so far as concerns Hungarian nationals whose estates in Yugoslavia have been subjected to the agrarian reform be altered thereby.

In the opinion of the Court, the Paris Agreements were intended to secure for Hungarian nationals affected by the agrarian reform treatment different from and in reality better than the Yugoslav national treatment accorded to other foreign nationals and to Yugoslavs.

Furthermore, it is against the Agrarian Fund that Hungarian nationals whose estates in Yugoslavia have been affected by the agrarian reform and who wish to obtain an indemnity of any kind, must bring their claims by making application to the Mixed Arbitral Tribunal.

As regards the alternative submission presented by the Yugoslav Government praying the Court to declare that the three Hungarian petitioners Pajzs, Csáky and Esterházy must be allowed to lodge their claims against the Agrarian Fund, the following observation should be made. This submission really relates to the actions which were brought by those three petitioners in 1931 against the Agrarian Fund and which the Mixed Arbitral Tribunal dismissed as out of time. Those judgments of the Mixed Arbitral Tribunal are outside the scope of the proceedings instituted before the Court by the Hungarian Government.

For this reason, the Court holds that it cannot pass upon those judgments.

* * *

To recapitulate: in that part of the present judgment dealing with the appeal, the Court has given its interpretation of Agreements II and III of Paris in so far as concerns the claims made by Hungarian nationals in respect of expropriations under the agrarian reform. Having reached the conclusion that these Agreements were framed with the object of finally settling all claims which might result from the agrarian reforms in the States of the Little Entente, the Court has explained the reasons why it holds that the Hungarian nationals, having secured under the Agreements the right to special preferential treatment involving the payment of indemnities by the Agrarian

comportant des indemnités à verser par le Fonds agraire, ne peuvent réclamer à leur gré des indemnités à la Yougoslavie, cette dernière devant être mise hors de cause.

* * *

Dans leurs conclusions, chacune des Parties en cause a demandé à la Cour de condamner son adversaire à rembourser les frais et débours encourus par elle dans le procès actuel.

La Cour n'estime pas qu'il y ait lieu de se départir dans la présente instance de la règle générale résultant de l'article 64 du Statut, d'après laquelle, s'il n'en est autrement décidé par la Cour, chaque partie supporte ses frais de procédure.

* * *

La Cour estime que toutes autres conclusions des Parties sont sans objet.

PAR CES MOTIFS,

La Cour,

par huit voix contre six,

- 1) décide que l'appel interjeté par le Gouvernement hongrois contre les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, rendues le 22 juillet 1935 dans les affaires nos 749, 750, 747, Pajzs, Csáky, Esterházy contre l'État yougoslave, n'est pas recevable;
- 2) rejette comme mal fondée l'exception préliminaire opposée par le Gouvernement yougoslave à la recevabilité de la demande subsidiaire présentée par le Gouvernement hongrois;
- 3) statuant sur la conclusion subsidiaire du Gouvernement hongrois, dit que l'attitude de la Yougoslavie, à l'égard des ressortissants hongrois frappés par les mesures concernant la réforme agraire en Yougoslavie, a été conforme aux dispositions des Accords de Paris;
- 4) rejette la conclusion subsidiaire du Gouvernement yougoslave demandant à la Cour de déclarer que les trois ressortissants hongrois Pajzs, Csáky, Esterházy doivent être admis à faire valoir leurs réclamations contre le Fonds agraire;
- 5) prend acte de ce que le Gouvernement hongrois renonce à invoquer la disposition facultative de l'article 36 du Statut de la Cour;
- 6) dit qu'il n'y a pas lieu de se départir de la règle générale de l'article 64 du Statut de la Cour, selon laquelle chaque partie supporte ses frais de procédure.

Fund, are not free to claim indemnities from Yugoslavia, since that country is relieved of all responsibility.

* * *

In their submissions, each Party has asked the Court to order the other to refund the costs incurred by it in the present proceedings.

The Court sees no reason to deviate in the present case from the general rule laid down by Article 64 of the Statute that, unless otherwise decided by the Court, each party shall bear its own costs.

* * *

In the opinion of the Court, the remaining submissions of the Parties do not call for examination.

FOR THESE REASONS,

The Court,

by eight votes to six,

- (1) decides that the appeal of the Hungarian Government against the three judgments rendered by the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal on July 22nd, 1935, in cases Nos. 749, 750 and 747 (Pajzs, Csáky and Esterházy *versus* the State of Yugoslavia) cannot be entertained;
- (2) dismisses as ill-founded the preliminary objection lodged by the Yugoslav Government to the effect that the alternative submission of the Hungarian Government cannot be entertained;
- (3) adjudicating upon the alternative submission of the Hungarian Government, decides that the attitude of Yugoslavia towards the Hungarian nationals affected by the agrarian reform measures in Yugoslavia has been consistent with the provisions of the Paris Agreements;
- (4) rejects the alternative submission of the Yugoslav Government praying the Court to declare that the three Hungarian nationals, Pajzs, Csáky and Esterházy, must be allowed to present their claims against the Agrarian Fund;
- (5) takes note that the Hungarian Government no longer relies on the Optional Clause of Article 36 of the Statute of the Court;
- (6) decides that there is no reason to deviate from the general rule laid down in Article 64 of the Statute of the Court to the effect that each party shall bear its own costs.

Le présent arrêt ayant été rédigé en français et en anglais, c'est le texte français qui fait foi.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le seize décembre mil neuf cent trente-six, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement royal hongrois et au Gouvernement royal yougoslave.

Le Président de la Cour :

(Signé) CECIL J. B. HURST.

Le Greffier-adjoint de la Cour :

(Signé) J. JORSTAD.

MM. ANZILOTTI, NAGAOKA, HUDSON, HAMMARSKJÖLD, juges, et DE TOMCSÁNYI, juge *ad hoc*, déclarant ne pas pouvoir se rallier à l'arrêt rendu par la Cour, et se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, joignent à l'arrêt les exposés suivants de leurs opinions individuelles.

Le jonkheer VAN EYSINGA, juge, déclare se rallier à l'opinion exprimée par M. Hudson.

(Paraphé) C. J. B. H.

(Paraphé) J. J.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this sixteenth day of December, nineteen hundred and thirty-six, in three copies, one of which shall be placed in the archives of the Court and the others forwarded to the Royal Hungarian Government and the Royal Yugoslav Government, respectively.

(Signed) CECIL J. B. HURST,
President.

(Signed) J. JORSTAD,
Deputy-Registrar.

MM. ANZILOTTI, NAGAOKA, HUDSON, HAMMARSKJÖLD, Judges, and DE TOMCSÁNYI, Judge *ad hoc*, declare that they are unable to concur in the judgment given by the Court and, availing themselves of the right conferred on them by Article 57 of the Statute, have appended to the judgment the separate opinions which follow.

Jonkheer VAN EYSINGA, Judge, concurs in the opinion expressed by Mr. Hudson.

(Initialled) C. J. B. H.

(Initialled) J. J.